Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Bimestriel nº 472 • sept.-oct. 2018 • fr.internationalism.org • france@internationalism.org • 1,30 Euro – 2,50 FS – 2 $ can.

Attaques anti-ouvrières

Le masque du "nouveau pouvoir" de Macron tombe !

La période estivale a toujours été un moment privilégié par la bourgeoisie pour profiter que beaucoup de prolétaires soient en vacances, décompressent, se "démobilisent", pour fourbir ses armes, manœuvrer, faire passer en catimini telle ou telle mesure impopulaire, préparer et planifier avec les syndicats les attaques à venir. Cela bien sûr, dans la mesure où la situation politique et sociale reste relativement calme, permettant d'avoir les coudées franches pour une meilleure efficacité. Macron et son gouvernement ne boudaient d'ailleurs pas leur plaisir de pouvoir surfer sur l'euphorie Coupe du Monde de football et ses nouveaux champions hexagonaux auréolés. Pourtant, dès la mi-juillet, le ballon rond a rapidement été éclipsé par la sortie au grand jour d'affaires dont Macron se serait bien passées. La réalité du capitalisme a repris ses droits face aux illusions entretenues depuis près d'un an.

La bourgeoisie et son État ne changent pas

Une nouvelle énergie politique pour de nouveaux principes ? C'est avec ce slogan que Macron est arrivé au pouvoir, porté par un électorat dégoûté des mensonges, de la putréfaction des forces politiques classiques. Le nouveau gouvernement a tenté de faire vivre pendant la campagne électorale la perspective d'une démocratie "régénérée" et d'un pouvoir rajeuni, propre à faire évoluer la situation économique, politique et sociale, en freinant l'avancée populiste. On allait voir, paraît-il, des hommes et des femmes neufs, de nouveaux principes de fonctionnement, un pouvoir moralisé, assaini.

Que nenni ! L'affaire Benalla a été un révélateur spectaculaire d'un pouvoir macronien aux antipodes de l'image de fabrique qu'il s'était donné et avait asséné tout au long de la campagne électorale. Or, voilà que ressort la vidéo du conseiller personnel de Macron à la sécurité, Alexandre Benalla, en fait barbouze de l'ombre et technocrate d'État, s'offrant lors de la dernière manifestation du 1er mai à Paris, l'occasion de faire le coup de poing "incognito" au milieu de ses collègues flics, sur un couple de manifestants. Gonflé à l'adrénaline d'une baston facile (auxquelles, apparemment, il est habitué) lui permettant de se défouler et d'échapper un peu à l'ennui des bureaux élyséens, cette petite frappe, pardon, ce "serviteur de l'État", a contribué à sa manière à faire tomber un peu plus le décor du nouveau pouvoir en place : les nouvelles pratiques républicaines et démocratiques du pouvoir bourgeois prétendument revisitées par Macron, restent les mêmes qu'auparavant : conseillers de l'ombre par dizaines dans les coulisses des ministères, pratiques cyniques et manœuvrières à tous les étages de l'État. La décomposition de ce monde capitaliste et de son pouvoir bourgeois s'exprime toujours autant. Pire : alors que l'affaire risquait de sortir sur la place publique, le pouvoir, ministre de l'Intérieur en tête, tentait d'étouffer ce scandale ; un sénateur allant même jusqu'à faire porter le chapeau au couple de manifestants, prétendument situation irrégulière. La victime devenait l'accusée ! Macron lui-même, loin de prendre du recul et tenter de désamorcer et dénoncer de telles pratiques de voyou, viendra défendre publiquement son nervi avec une arrogance singulière, exprimant la réalité de la méthode dont le pouvoir entend assurer l'ordre public, se dévoilant comme chef de clan prêt à en découdre pour défendre les siens attaqués par quelques concurrents du "calife"…

En effet, il y a fort à parier que les fuites en direction de la presse pour dévoiler l'affaire Benalla viennent directement de cliques au sein du propre camp macronien, frustrées d'être mises à l'écart et traitées de "godillots aux ordres du maître" et se vengeant de la façon la plus vile : délation, chausse-trappes et coups tordus !

Cela dit, il existe certainement une tentative d'autres partis pour exploiter ce scandale et saisir toutes les opportunités qui se présentent afin de tenter de reconstruire et faire émerger une véritable opposition capable de présenter, à terme, une alternative au gouvernement de Macron. Mais cela ne peut se faire du jour au lendemain et suppose un travail politique de fond, un plan et une stratégie que cette opposition, encore très divisée, est bien loin d'être capable de pouvoir élaborer.

Loin d'avoir rompu avec l'ancienne sphère politique bourgeoise et ses mœurs décomposées de factions en concurrence les unes avec les autres, le nouvel appareil d'État et son élite macronienne pataugent encore dans la boue et se déchirent entre cliques rivales dans la plus stricte continuité des pratiques bourgeoises précédentes, de droite comme de gauche. Alors que "Jupiter" veut s'affirmer comme l'homme providentiel méritant l'adoration de ceux qui ne vivent politiquement que par lui, les nouveaux venus, cette nouvelle clique bourgeoise inexpérimentée mais aux dents longues, se rebiffent et n'entendent surtout pas entamer leur "investissement" arriviste, nourrissant un panier de crabes qui se révèle au grand jour.

S'il y a démissions, remous, fronde (timide et vite remise à sa place) chez les ministres, les députés et les conseillers de LREM, ce n'est pas tant parce que Macron aurait "trahi" la cause, les principes et le programme affiché au départ, mais parce que les ficelles et les méthodes du pouvoir, l'arrogance, le copinage sont "*dignes de l'Ancien Régime*", comme l'ont affirmé certains députés démissionnaires, des comportements visiblement propres à décrédibiliser ces nouvelles élites qui ne tiennent que par un seul homme, Macron.

Alors que ce dernier est fragilisé par une étiquette de "président des riches", de "méprisant de la république", dans la perspective de nouvelles attaques gouvernementales anti-sociales, une fraction de ce nouveau pouvoir voudrait mettre les formes pour gagner en efficacité et en crédibilité. La critique commence ainsi à émerger de plus en plus ouvertement, sur des sujets certes sensibles, mais socialement peu explosifs, comme celui de l'interdiction du Glyphosate ou de la mise en œuvre de la PMA. Hulot peut bien démissionner et déclarer ne pas vouloir "perdre son âme", l'essentiel est sauf : la pression sur le gouvernement ne doit en effet en aucun cas entraver ses objectifs anti-ouvriers. Sur ce plan, toutes les cliques concurrentes de la bourgeoisie sont d'accord.

De nouvelles attaques imminentes

Ainsi, par exemple, alors que la nouvelle loi asile et immigration voud-

(suite page 2)

Lutte des ouvriers de la SNCF

Un collectif d'ouvriers tire le bilan

Nous publions ci-dessous le bilan d'un collectif d'ouvriers qui cherche à tirer les leçons de la lutte à la SNCF au printemps dernier, précédé des extraits de la lettre que nous avons adressée à ce collectif pour soutenir cette démarche à la fois profonde et combative. Il s'agit d'un événement très important, expression de la vie politique du prolétariat. Cette entreprise remarquable est la confirmation que se développe, malgré les grandes difficultés que traverse la classe, une maturation souterraine de la conscience animée, notamment par des minorités ouvrières. Nous saluons chaleureusement l'initiative de ces camarades, la qualité de leur réflexion engagée, leur volonté d'ouverture au débat, de combattre et résister face à l'exploitation capitaliste.

Le CCI au Collectif d'ouvriers de Nantes

Camarades,

Nous avons pris connaissance de votre texte "Tirons les leçons de la grève à la SNCF" et nous voulons saluer cette prise de position que nous partageons sur l'essentiel. Cet effort pour se regrouper, pour discuter et réfléchir ensemble, et pour diffuser le bilan de la grève, est pour nous une expression caractéristique d'une classe, le prolétariat, qui, à l'échelle internationale, cherche à résister à l'exploitation capitaliste, à se donner les moyens pour renforcer ses luttes, et qui porte en elle une société débarrassée des classes, la société communiste. Le travail que vous avez réalisé est un moment très important dans le processus vers l'unité, l'auto-organisation et la conscience de classe.

Nous soutenons les leçons que vous tirez de la lutte des ouvriers de la SNCF au printemps dernier et les orientations que vous proposez pour les prochaines luttes. Nous soutenons en particulier :

– le rejet du corporatisme et la nécessité de l'extension de la lutte ;

– le rejet de la défense de l'entreprise, qu'elle soit sous contrôle de l'État national ou pas ;

– le rejet des orientations stériles comme l'affrontement systématique aux forces de répression, ou la prétendue "solidarité financière" qui visait à décourager l'entrée en lutte d'autres secteurs ;

– la nécessité des AG véritablement souveraines où il est possible de discuter et de prendre des décisions ;

– la condamnation des syndicats qui se sont efforcés en permanence de diviser la lutte, aussi bien les plus corporatistes que ceux qui défendaient le mot d'ordre trompeur de la "convergence des luttes".

Votre dénonciation des syndicats est très concrète et montre clairement aux yeux de tous leur action négative dans les AG, les manifestations et les négociations avec le patron et l'État. Sur leur nature sociale, vous avez parfaitement raison de signaler que "le syndicat a un fonctionnement basé sur l'homogénéité de façade, une structure pyramidale à l'image de l'État". Ceci s'explique, à notre avis, par le fait que l'ensemble des syndicats a été intégré à l'État dans tous les pays à l'époque de la Première Guerre mondiale qui marquait l'ouverture de la période de décadence du capitalisme. L'organisation de type syndical ne correspond plus aux nécessités de la lutte ouvrière aujourd'hui. Il nous semble très important de comprendre que, lorsqu'ils sabotent les luttes, les syndicats font leur boulot, quelle que soit la sincérité des ouvriers qui y adhèrent. Dans ce sens, nous aurions une critique à vous faire lorsque vous dénoncez "la stratégie syndicale" et non pas "les syndicats" en tant que tel. Peut-être aurons-nous l'occasion d'expliciter cette position du CCI devant vous.[1]

(…) En tant qu'organisation communiste, nous sommes intéressés à participer à vos discussions. Comme vous le dites, "l'urgence est de se regrouper pour discuter et exercer notre esprit critique".

En attendant votre avis sur ces propositions, veuillez recevoir nos salutations fraternelles,

RI, section en France du CCI

***

1) On peut se référer également à notre presse, notamment à la *Revue internationale* n° 160 et à *Révolution internationale* n° 471 qui contient l'article : *Mouvements sociaux en France. Quelles leçons tirer des dernières luttes ?*

Tirons les leçons de la grève à la SNCF !

Ce texte est la synthèse de discussions menées entre cheminots de la région de Nantes sur le mouvement de mars à juillet 2018. Issue d'échanges entre grévistes, elle se veut une contribution au bilan de cette lutte.

La longue période de grève perlée n'est pas encore terminée, mais le résultat est là. Déroute complète devant les plans gouvernementaux. Ce mouvement, qui se représentait comme le dernier verrou d'un secteur organisé, a subi une défaite sous le regard de tous les travailleurs. Même les responsables syndicaux se grattent la tête pour trouver des conquêtes à mettre à l'actif de la grève : des négociations avec le premier ministre plutôt qu'avec la ministre ; la reprise par l'État d'une partie de la dette de la SNCF, reprise déjà actée par le rapport Spinetta et rendue nécessaire par le changement de statut de l'entreprise en société anonyme (S.A.) Bref : on a gagné que dalle !

Alors un bilan, pour quoi faire ? Cette défaite d'une lutte ouvrière s'inscrit dans la suite impressionnante de revers qui nous est infligée par l'offensive capitaliste. Fort de son succès, le gouvernement va multiplier ses initiatives sur tous les plans (retraite, chômage, etc.) en mettant à profit le sentiment que résister est sans effet. Si l'on veut rompre avec ce sentiment, contribuer à ce que les luttes ouvrières se hissent à la hauteur de cette offensive débridée et retrouver les véritables

(suite page 2)

Dans ce numéro

suite de la page 1

Lutte des ouvriers de la SNCF

forces du mouvement ouvrier, il faut un bilan sans concession. Bilan en positif comme en négatif qui doit nous servir pour continuer de militer en apprenant du passé.

On pourra nous dire : vous noircissez le tableau à parler de défaite, il n'y a qu'à voir les chiffres de participation à la grève pour se convaincre du contraire. Oui bien sûr, la base des grévistes a été souvent nombreuse. Mais cette réalité pose encore plus de problèmes. Comment, dans ces conditions de forte participation, arrive-t-on à une sortie de lutte sans qu'aucune concession, même la plus minime, n'ait été arrachée au gouvernement? Nous sommes d'avis que la critique et l'auto-critique sont vitales pour tirer les leçons de ce mouvement.

Les points de vue développés ici reflètent une expérience locale et limitée. Nous sommes donc très intéressés à les approfondir à la lumière d'autres expériences de lutte (contact : collectifdouvriers@protonmail.com). Il est bien possible qu'ailleurs la lutte ait pris des formes différentes. Enfin et surtout, nous voulons ouvrir la discussion dans l'intérêt de l'ensemble de notre classe sociale, sans nous limiter au cadre étroit d'une entreprise. Il n'y a pas de raccourci sur le chemin de l'organisation des ouvriers par les ouvriers eux-mêmes.

Premières réactions

Le rapport Spinetta est publié le 15 février. Dans ses grandes lignes est déjà annoncé le contenu du plan gouvernemental : reprise de la dette, transformation de l'entreprise en S.A., mise en concurrence, suppression du statut, etc. Le gouvernement avance ouvertement.

De l'autre côté, c'est l'attentisme. Il faut attendre le 22 mars pour voir la première réaction organisée par les syndicats. Cette journée d'action à Paris est annoncée comme une démonstration de force et c'est le cas… en trompe l'œil. Plusieurs milliers de manifestants dans la rue, qui défilent en deux cortèges parallèles : cheminots d'un côté, salariés de la fonction publique de l'autre. Pour faire du bruit, on a fait du bruit ! Mais entre les fumigènes, les sonos, les pétards éclatés à la masse, difficile de s'entendre et de discuter. Déjà l'option choisie par les syndicats (CGT en tête) apparaît : montrer la force de la corporation organisée du haut vers le bas.

Pourtant des manifestations de la fonction publique ont lieu le même jour dans les différentes villes, à Nantes et ailleurs. On voit déjà que cette option tourne le dos à la recherche d'unité là où les travailleurs, localement, pourraient en maîtriser le développement.

Entre-temps est connu le calendrier de grèves : deux jours suivis de trois jours de reprise du travail. Notre première impression est négative : est-ce vraiment en étalant en longueur le mouvement qu'on va gagner? Avec ce calendrier, on donne des billes à la SNCF pour la laisser s'organiser (pas de réservation TGV ouvertes les jours de grève, par exemple). On peut se rassurer en se disant que des moyens d'action différents peuvent se compléter et monter en puissance. Il resterait possible de déborder le calendrier intersyndical après les premières périodes de grève.

Des discussions sur les modalités de grève ont lieu, mais la grande majorité s'affirme pour. D'autres y sont favorables avec quelques nuances. Quelques-uns espèrent un mouvement puissant qui déborde le cadre fixé. L'argument principal de cette majorité, ce sont les difficultés à mobiliser. Mais dans l'ensemble il reste difficile de tirer les vers du nez des uns et des autres pour faire un bilan du 22 mars et des suites. Or il y aurait un grand besoin de débattre de l'action.

Participation forte à la grève visible dans les taux de grévistes, aux premières AG aussi (240, le 3 avril) mais rapidement la démobilisation et la routine s'installent.

Le train-train de la grève

L'alternance jours de grève / jours travaillés devient une routine, certains choisissent leurs jours en fonction de leurs besoins personnels, du week-end,… La participation oscille entre 60 et 150 grévistes aux AG, avec un rebond parfois à 200. Le train-train s'installe et se reproduit jusqu'au bout de cette période.

Il y a bien des discussions, des interrogations. Mais pourquoi le calendrier de l'intersyndicale CGT-UNSA-CFDT n'a jamais été débordé?

– il est évident que la masse des grévistes n'a jamais été en position d'aller plus loin que ce cadre, qui s'est imposé sur tout autre initiative. Soyons directs : il manque la détermination chez bon nombre de se déplacer pour construire le mouvement,

– comment l'expliquer? Les pertes de salaires ne peuvent sérieusement expliquer les freins à la combativité. Les menaces disciplinaires sont réelles, mais pas générales. On constate quelques fois un individualisme affirmé, on croise plus souvent le sentiment d'impuissance. "À quoi bon lutter puisque Macron veut aller jusqu'au bout?" Ce manque de détermination, de liens actifs avec la grève, peuvent s'expliquer : éloignement du domicile du lieu de travail, des collectifs de travail, poids des restructurations successives, etc.

– mais les doutes sur les méthodes syndicales sont plus que justifiées. L'intérêt de l'AG comme assemblée de débat avait déjà été vidé de sa substance par les syndicats qui organisent le mouvement. On est assommés par la lecture de longs communiqués syndicaux tout faits. En revanche le débat sur place est inexistant. Seules quelques interventions plus "pêchues" rompent cette monotonie, mais ne remplacent pas le véritable débat. L'issue de l'assemblée est connue d'avance.

Convergence des luttes?

On a entendu cet argument ahurissant : les cheminots seront plus forts s'ils restent sur leurs revendications propres à la défense de la SNCF et du statut. Rien de plus faux! L'intersyndicale a travaillé constamment dans une optique corporatiste en mettant en avant l'unité des cheminots (donc entre exécution, maîtrise et cadres), par l'épuisement du mouvement dans la fameuse "vot'action", etc. Et elle parle au bout du compte d'une "lutte exemplaire"!

En avril, plusieurs mouvements ou grèves locales (Nantes métropole, EDF, étudiant-e-s) permettaient d'envisager une possible extension du mouvement. Cependant les luttes ou début de luttes resteront isolées entre elles, telle la journée d'action (22 mai) de la fonction publique décalée par rapport au préavis SNCF. Les syndicats de ENEDIS de leur côté lanceront une grève large à la toute fin du mouvement cheminot…

La manifestation du 14 avril a vu la succession de deux manifestations : la 1ère appelée par l'intersyndicale, la 2nde par les soutiens de la ZAD de NDDL. Sans être ridicule, la participation à la première est limitée et les cadres syndicaux sont exaspérés parce que le cortège cheminot est dépassé par d'autres éléments. Même si la manifestation reste assez solidaire pour le "deuxième tour", seule une poignée de cheminots reste sur place. De toutes façons, la manifestation est arrêtée par les flics et stérilisée par les affrontements.

À la fin de la manif du 19 avril, nous avons été accueillis par les forces de l'ordre au bout du pont Anne de Bretagne par un petit jet de gaz lacrimo. Nous avons mis un peu de temps pour arriver à se rassembler devant les anciens chantiers Dubigeon. Plein de monde était déjà parti à cause de l'attente, des gaz et de la mise en place tardive du camion du syndicat pour que les gens prennent la parole. Les mêmes discours aussi longs, nous sommes restés à une centaine de personnes. Par la suite les flics ne sont plus intervenus et sont partis. Pour une manif interpro, c'était bien maigre!

Il faut bien remarquer le peu d'intérêt de la base porté aux autres luttes. Nous voyons peu de curiosité pour aller échanger avec d'autres sur des perspectives communes. Il est remarquable que malgré les nombreuses journées de grève, presque tous les rendez-vous aient lieu dans un rayon de 500 mètres autour de la gare. Des échanges auront lieu (intervention d'un représentant CGT de l'EDF, de groupes étudiant-e-s à plusieurs reprises, rencontre aux finances publiques) sans déboucher sur une quelconque mobilisation.

Chacun reste devant son lieu de travail plutôt que d'aller rechercher l'extension du mouvement. Ces initiatives attirent peu et manquent vraiment de combativité. On voit bien que des mots d'ordre séparés, chacun de son côté, ne sont pas un terrain favorable à la lutte collective.

La création d'une caisse de solidarité et la publicité qui lui est faite dans les médias accréditent l'idée que les cheminots serviraient de bouclier pour les autres travailleurs. Ceux-ci devraient soutenir les cheminots, non par leur propre action et leur lutte, mais par le don d'argent. La *Tribune des cheminots* (juillet-août 2018) valorise cette attitude de spectateur, pas d'acteur, en reproduisant des messages reçus de donateurs : "merci de vous battre pour vous et pour nous", "ne lâchez rien, tenez bon", etc. Les acteurs de cette caisse sont connus : des intellectuels de gauche qui trouvent là leur raison d'exister et les organisations syndicales. Si l'importance des dons témoigne d'une sincère solidarité à la base, la stratégie syndicale de grève longue et d'unité par délégation est une impasse pour l'avenir.

Il existe certes une petite minorité active composée de militants syndicaux ou politiques qui cherche à provoquer des convergences. Mais il ne lui appartient pas de créer des conditions que seul le mouvement des travailleurs peut développer, conditions qui manquent encore. Au printemps 2018, la dynamique du mouvement étudiant était localement assez importante et aurait pu être un terrain de convergences (on fait exception de la lutte à NDDL qui renvoie à une autre composition sociale, d'autres buts et donc d'autres développements). Or le mouvement des cheminots n'est jamais allé vers la solidarité agissante, et c'est par là que les grévistes ont perdu.

Le verrou syndical

Les syndicats sont restés de bout en bout aux commandes de la lutte. Beaucoup de collègues sont critiques, sceptiques, ne se sentent pas représentés par les syndicats, mais ne sortent pas des habitudes de délégation. Nombreux sont les militants de la grève à être encartés ou à s'afficher avec un badge syndical (90% à vue d'œil). Le rôle dirigeant de la CGT ne lui a jamais été disputé.

Le syndicat a un fonctionnement basé sur l'homogénéité de façade, une structure pyramidale à l'image de l'État. Les AG inter-services sont balisées au préalable par l'intersyndicale et les AG de syndiqués (elles-mêmes dirigées en amont).

SUD n'a pas joué un rôle plus positif : des interventions certes moins corporatistes, plus combatives, mais sa position sur le passage à la grève reconductible est restée très timorée. SUD est resté solidaire de l'intersyndicale et n'a pas cherché à transformer le mouvement dans le sens d'une organisation de la grève par les grévistes eux-mêmes. Ainsi l'enjeu n'est pas d'opposer un syndicat à un autre, mais de débattre d'une orientation sur le fond.

Le matériel syndical est abondant pour diffuser les consignes d'action et les explications techniques. Les syndicats ne manquent pas de propositions et d'inventivité, comme si Macron avait seulement fait de mauvais choix et que d'autres choix seraient à portée de main.

Il n'y a donc aucune explication véritable de la crise qui mène au démantèlement de l'ex-monopole SNCF. Il n'y a pas non plus de contenu positif pour les ouvriers (conditions de travail, nuit et travail décalé, mobilité imposée, salaires, etc.) La CGT défend au contraire le statut avec des droits comme contre-partie des devoirs du cheminot envers son entreprise.

Nous avons dégagé de ces expériences quelques leçons :

1°- Après la fin du calendrier initial (28 juin), la CGT lance de nouvelles journées, elle nous appelle à "continuer la lutte" dans le cadre de cette "mobilisation inédite". Plutôt que d'appeler à de nouvelles actions qui ne peuvent que reproduire l'échec de celles auxquelles nous avons déjà participé, l'urgence est de se regrouper pour discuter et exercer notre esprit critique.

La classe ouvrière n'est pas épargnée par l'inculcation, dès le plus jeune âge, d'idées puantes : concurrence, chacun pour soi, nécessité d'écraser les autres pour s'en sortir. Face à toute cette pollution dans les têtes, la conscience de classe est notre première force. Cette conscience ne peut s'affirmer qu'en prenant le temps de débattre, de remettre en question les consignes, surtout quand elles viennent des syndicats qui prétendent être nos défenseurs. D'autres mouvements vont venir : il faudra se regrouper dès le début pour favoriser cet état d'esprit et éviter de se mettre à la traîne des événements,

2°- la situation actuelle est marquée par un mécontentement ouvrier général. Mais notre lutte n'a pas été prise en main par les grévistes eux-mêmes, elle n'a pas cherché à déborder le cadre traditionnel du syndicat et des mots d'ordre propres à la SNCF. Or la conscience véritable de la situation passe par des revendications communes aux ouvriers contre toutes les divisions d'entreprises, de régions, de secteurs, etc. puisque nous avons tous en commun d'être salariés (ou privés d'emploi) par le capital,

3°- au-delà de la résistance indispensable au gouvernement et au patronat, il faut donner à notre lutte un contenu beaucoup plus large et radical. Les ouvriers forment la classe qui par son travail est à l'origine du profit. C'est par notre travail que les Vinci, SNCF, Arcelor-Mittal, E. Leclerc, LU et autres capitalistes se battent dans la course au profit. Nous n'avons aucun devoir ou respect à observer pour les entreprises responsables de l'exploitation et la hiérarchie.

Le progrès technique ne doit plus servir à augmenter le chômage et la précarité. Il devrait servir au contraire à réduire drastiquement le temps de travail. Il devient clair que le système capitaliste s'enfonce dans la crise. Défendre nos conditions de vie doit donc déboucher sur une lutte contre ce système dans sa globalité. Nous ne voulons pas servir la machine à fric, mais nous en débarrasser.

Si ce texte t'a intéressé, si tu veux le commenter, le critiquer,… contacte-nous à : collectifdouvriers@protonmail.com

Un collectif d'ouvriers

suite de la page 1

Attaques anti-ouvrières

rait faire passer la période de rétention des étrangers en situation irrégulière de 45 jours à 90 jours et donner les moyens à l'État d'une répression et d'un contrôle plus efficace des migrants, les "frondeurs" ruent dans les brancards et réclament… 60 jours! Cette attitude hypocrite, voulant se donner de grands airs de générosité, vient bien en fait valider une répression accrue et barbare de l'immigration.

Par ailleurs, concernant les aides sociales, Darmanin, ministre de l'Action et des Comptes publics, estimait, en mai, qu'"*il y en a trop et qu'elles sont des "trappes à l'inactivité'*"". Le Premier ministre lui-même est obligé de calmer le jeu. Plusieurs députés macronistes s'insurgent sur "l'erreur de méthode" alors que doit être présenté le prochain budget pour l'année à venir avec son lot de "réformes" et d'attaques dans tous les secteurs, particulièrement dans la fonction publique où 50000 postes doivent disparaître. L'indignation d'apparence ne fait que traduire les intentions purement politiciennes des uns et des autres. Quant au fond de cette offensive et de l'attaque des conditions de vie de la classe ouvrière, silence radio… Pourtant, voici ce qui nous attend :

– un plan Santé qui veut "rationaliser" davantage les structures hospitalières et de santé pour une réduction "*des dépenses inutiles*" (sic) alors que la suppression de 16000 lits hospitaliers sur trois ans est déjà en cours!

– Une "déconnexion" des pensions de retraites sur l'inflation, ce qui va paupériser davantage encore les retraités modestes déjà attaquées par une hausse majeure de la CSG. Mais d'une manière encore plus large, l'attaque générale sur les retraites va se poursuivre en nivelant les régimes par le bas, en individualisant les parcours, en réévaluant bientôt le calcul des points d'indice pour aboutir à des pensions de misère.

– Une réforme de l'administration fiscale, de l'éducation, de la politique du sport, de l'organisation territoriale des "services publics", de la gestion des routes, etc. Avec en point de mire, la suppression de 20000 postes en plus des 50000 autres prévus dans la fonction publique territoriale.

– Un nouveau plan audiovisuel doit aboutir à 500 millions d'économies et à des suppressions de postes conséquentes, alors que la ministre de la Culture, dirigeante d'une maison d'édition, est rattrapée par une affaire immobilière, montrant encore une fois que les mœurs de ces "nouveaux" bourgeois n'ont rien à envier à la "vieille garde" de la bourgeoisie.

– Le plan ELAN pour le logement, lui, se propose de modifier la réglementation pour la construction de nouveaux logements. La modification, par exemple, des règles de la commande publique aboutira à la construction de logements au rabais et à l'émergence des nouveaux quartiers dégradés. Quant à la redynamisation de la politique HLM, les locataires dont les revenus sont supérieurs aux plafonds (en clair ceux qui ont la chance de travailler et de toucher un maigre salaire) devront payer un "surloyer".

Toutes ces réformes planifiées, le gouvernement a bien l'intention de les mener, conforté par le caractère peu offensif de la classe ouvrière actuellement, comme a pu le montrer la lutte isolée à la SNCF. Si la bourgeoisie développe des attaques d'une telle ampleur, c'est aussi parce que l'État français doit poursuivre la modernisation de son appareil productif afin de soutenir sa compétitivité dans l'arène d'une guerre commerciale de plus en plus exacerbée et agressive face à ses concurrents, tant à l'échelle européenne que mondiale. Dans ce but, l'État doit absolument continuer à "dégraisser" son budget et ainsi faire baisser sa dette publique. Cela ne peut qu'avoir de profondes répercussions sur les conditions de vie de tous les prolétaires. Même si ce gouvernement a peu d'expérience sur la question sociale, la bourgeoisie reste vigilante et s'appuie encore avec confiance sur un encadrement syndical efficace, bien que ces derniers demeurent, eux-aussi, soumis à des luttes d'influence et de cliques en leur sein. Certains, comme FO par exemple, radicalisent déjà leur discours en vue des luttes prochaines afin de mieux stériliser toute forme de réflexion et de contestation dans la classe ouvrière.

De fait, avec Macron aux commandes, la réalité de l'exploitation capitaliste n'a pas changé et ne changera pas. Ce sera comme toujours de pire en pire! Si sa crédibilité politique parait fragilisée actuellement par telle ou telle affaire qui dévoile les mœurs et la nature profondément bourgeoise de cette nouvelle clique au pouvoir, cela n'entravera en rien sa capacité à porter les coups contre nos conditions de vie et de travail.

La classe ouvrière devra riposter. Pour cela, il lui faudra prendre confiance en ses forces et ses ressources, renouer avec son passé de luttes et retrouver son identité de classe, car le prolétariat tout au long de son histoire, a su faire preuve à maintes reprises de sa capacité à s'opposer aux plans de la bourgeoisie, avec détermination et combativité. Il a su démontrer qu'il était la seule classe capable de poser une alternative à l'échelle internationale à la société capitaliste et à son système d'exploitation en donnant une perspective à l'humanité : le communisme.

Stopio, 3 septembre 2018

Existe-t-il une issue au conflit catalan ?

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'un article de nos camarades en Espagne. Le lecteur pourra trouver sa version intégrale sur notre site web.

A la veille du référendum du 1er octobre, nous avions déjà écrit[1] que pour comprendre ce qui se passe en Catalogne, il n'était pas nécessaire d'étudier l'histoire médiévale catalane, ni de s'imprégner des principes de la Constitution espagnole de 1978. Ce qui se passe en Catalogne s'explique essentiellement par des aspects qui affectent l'ensemble du capitalisme mondial dans la période que nous avons appelé sa décomposition généralisée,[2] dans laquelle, en l'absence de l'alternative révolutionnaire du prolétariat, les tendances au conflit et au chacun pour soi au sein de la classe dirigeante elle-même se multiplient.[3]

Comme nous l'avons dit dans l'article précité sur "*l'imbroglio catalan*", les manifestations les plus éloquentes de ce processus de décomposition de la société capitaliste sont : l'irresponsabilité croissante des différentes forces de l'appareil politique de la bourgeoisie et le rôle croissant de ses secteurs les plus "indisciplinés" ; l'enracinement des conflits dans de véritables impasses où aucune des factions ne parvient à s'imposer aux autres ; et, enfin, dans le sillage de cette situation, la montée des tendances à la fragmentation sociale, la recherche de boucs émissaires contre qui décharger toute la colère irrationnelle, la frustration et la peur d'un avenir sombre dans une situation sociale qui pourrit de plus en plus.

L'irresponsabilité croissante des partis de l'appareil politique

On pourrait dire que Pujol a engendré Mas, lequel a engendré Puigdemont, lequel, en fuite, a engendré à son tour l'actuel président de la Généralité, Torra. Chacun d'eux pensait pouvoir tenir bien en laisse son successeur, mais les différents "héritiers" ont fini par imposer leur propre survie politique aux appareils politiques qui les ont portés au pouvoir, non pas à cause de leur clairvoyance politique ou de leur capacité à gérer les structures de l'État capitaliste, mais parce que toute leur politique s'est réduite à des fanfaronnades sans conséquences (comme la proclamation pendant quelques minutes de la "République catalane"), des camouflets et des défis (tels que les lois de "déconnexion" de l'État espagnol).[4]

Il faut ajouter qu'aux gesticulations de l'indépendantisme catalan, le nationalisme espagnol a répondu par la même escalade de surenchères. On peut dire qu'Aznar et Felipe González ont eux aussi engendré Rivera et sa *Société Civile catalane*, ainsi que ceux qui ont récemment défilé dans Barcelone en faveur de l'attachement à l'Espagne, entre autres, des personnalités de l'actuel gouvernement "socialiste".

Ce qui pousse ce carrousel chaotique de provocations par ceux qui, dans le passé, étaient des fractions "fiables" pour leurs confrères du capital national, c'est précisément l'avancée de la décomposition du système capitaliste dans son ensemble. Contrairement à la classe ouvrière, qui a des intérêts matériels communs dans le monde entier, la classe exploiteuse est fragmentée en une multitude d'intérêts particuliers opposés. Ce qui permet de contourner cette tendance innée à la concurrence et à l'explosion, c'est la peur d'un ennemi supérieur (une autre puissance nationale en cas de guerre impérialiste) et, surtout, d'un ennemi commun : la menace de la suppression de l'exploitation par la révolution prolétarienne mondiale. Étant donné que, dans le monde d'aujourd'hui, ces menaces (guerre mondiale ou révolution) n'apparaissent pas comme un risque perceptible pour de nombreuses fractions de la classe capitaliste, la perspective que nous avons exposée dans nos *Thèses sur la décomposition* se réalise d'une manière de plus en plus chaotique : "*L'absence de la moindre perspective (si ce n'est de rapiécer l'économie) vers laquelle elle peut se mobiliser en tant que classe, et lorsque le prolétariat n'est pas encore une menace pour sa survie, conduit la classe dirigeante, et surtout son appareil politique, à une tendance à l'indiscipline croissante et au chacun pour soi*".

C'est précisément par l'État démocratique que la bourgeoisie des pays les plus développés parvient non seulement à dissimuler sa dictature de classe avec le masque de la "libre expression de la volonté populaire", mais aussi à trouver les mécanismes pour aménager les intérêts des différentes factions.

Le gouvernement du PP (*Parti Populaire* de droite, au pouvoir à ce moment-là) a agi de façon particulièrement maladroite dans ce domaine. Il n'a pas eu d'autre réponse au défi catalániste que le Code pénal, ce qui a donné aux indépendantistes l'auréole de martyrs. En outre, elle a créé un problème supplémentaire : le pouvoir judiciaire, plein d' "ultras" espagnolistes, a eu tendance à devenir autonome et a traduit sa fonction répressive avec une rigueur disproportionnée, remplissant les prisons de "prisonniers politiques" et provoquant l'exil ostentatoire de Puigdemont et de ses acolytes, ce qui a créé un problème d'image démocratique au sein de l'Union européenne, que ce gouvernement n'arrête pas de mettre en avant avec beaucoup de soin devant les autres États.

Cette attitude irresponsable de la part d'une partie importante de l'appareil politique espagnol a offert aux gestionnaires catalans (tout aussi irresponsables) du *Procés Constituent*[5] un argument politique majeur, au nom de l'antifascisme. Ce n'est pas un hasard si, après la vague d'emprisonnements de conseillers (ministres) de la *Generalitat* ou la maladresse de la tentative d'extradition de Puigdemont, les indépendantistes catalans ont appelé à des mobilisations "transversales" sous prétexte qu'il ne s'agissait plus de défendre la nation mais de sauvegarder la démocratie. Ce n'est pas un hasard si la gauche, en particulier, (du PSOE à la CUP, y compris *Podemos*), mais aussi les syndicats espagnols (les *Commissions ouvrières*, sous influence stalinienne et l'UGT, proche du PSOE) ont pris part à ces mobilisations pour empêcher que l'argument de l'antifascisme, face auquel le prolétariat espagnol est si vulnérable,[6] ne soit monopolisé par le mouvement *Procés Constituent* avec l'usure que cela entraînerait pour cette mystification. En effet, quelques semaines après ces manifestations massives, Puigdemont a désigné Torra, connu pour ses propos xénophobes et suprémacistes contre les Espagnols, qui est un organisateur des hommages aux frères Badia (membres des tristement célèbres *Escamots*, ces milices paramilitaires de l'ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya*) dans les années 1930, qui s'étaient particulièrement illustrés par leurs tortures cruelles infligées à des militants ouvriers et surtout des anarchistes), et l'un des principaux "facilitateurs" des contacts entre le nationalisme catalan et la *Ligue du Nord* italienne.

Mais on peut en dire autant des rangs des défenseurs du nationalisme espagnol. Pendant la transition démocratique, la bourgeoisie espagnole, parrainée par les principales démocraties du monde, a tenté de dissocier l'idée de nation espagnole de la vision dictatoriale et arriérée du régime franquiste. Pour cette raison, le concept de nation, qui est la base de la cohésion de la classe capitaliste de chaque pays et le mirage d'un soi-disant intérêt commun entre exploiteurs et exploités espagnols, ne peut être accaparée par une formation telle que *Ciudadanos* (le "mouvement citoyen") qui fait de la lutte contre les "privilèges" des nationalistes indépendantistes la caractéristique essentielle de toute sa politique. Comme nous l'avons montré dans un autre article de notre organe de presse en espagnol, *Accion Proletaria*,[7] l'accusation contre la mauvaise orientation de la politique de Rajoy est, dans une large mesure, une opération de différents secteurs de la bourgeoisie espagnole pour empêcher le nationalisme espagnol de tomber exclusivement entre les mains de Rivera, qui n'a pas seulement le nom en commun avec le fondateur du fascisme espagnol (la *Phalange*, fondée par Primo de Rivera).



Le nouveau gouvernement "socialiste" s'est vu confier la tâche de réorienter, de manière moins abrupte, la stratégie face au défi de l'indépendance

Le "tourner en boucle", expression du blocage politique de la bourgeoisie

Quand on regarde ce qui s'est passé en Catalogne ces derniers mois, on a l'impression d'assister à l'un de ces jeux de société où, obstacle après obstacle, on revient à la ligne de départ. Après l'impasse de la proclamation "virtuelle" de la République catalane (qui était une proclamation et ne l'était pas en même temps), la bourgeoisie espagnole a décidé de supprimer l'autonomie catalane (une suppression également virtuelle parce qu'elle "supprimait" et en même temps "laissait agir"). La bourgeoisie misait sur le fait qu'en secouant les gobelets lors d'une nouvelle élection, les dés, également par pur hasard, apporteraient un résultat différent cette fois-ci. Mais cette "boucle" a ramené au Parlement catalan une majorité de partisans de l'indépendance, encore une fois incapable de la mettre en œuvre. Mais ils ne peuvent pas non plus revenir en arrière ! Ils ne peuvent même pas faire appel à la saga d'une défaite comme celle de 1939. Ils ne savent tout simplement pas comment faire évoluer la situation. Ils auraient besoin que l'ennemi hisse le drapeau blanc, mais pourquoi le ferait-il ? Les deux factions attendent que les adversaires abandonnent, mais n'ont rien pu faire pour s'imposer.

Tous deux ont cherché des alliés extérieurs sur lesquels s'appuyer pour obtenir un avantage. Rajoy a rendu public jour après jour le soutien de Merkel, Macron et de tous les dirigeants de l'UE et de l'ONU en faveur de "l'État de droit" espagnol et leur crainte que le fléau de l'indépendantisme ne s'étende également à leurs pays. Pour leur part, les indépendantistes catalans ont exploité le zèle répressif de l'État espagnol (autant les images des coups portés le 1er octobre que le zèle de la justice espagnole à poursuivre les dirigeants indépendantistes pour des délits difficilement homologables par d'autres démocraties européennes). La situation a dégénéré en une sorte de ras-le-bol et de détachement croissant des bourgeoisies européennes par rapport à l'imbroglio catalan qui a conduit à des situations de plus en plus inconfortables pour elles-mêmes.

Il semble que le nouveau gouvernement "socialiste" se soit vu confier la tâche de réorienter, de manière moins abrupte, la stratégie face au défi de l'indépendance, en offrant des "pistes d'atterrissage" aux secteurs du nationalisme catalan qui sont de plus en plus sceptiques quant à la viabilité du processus ou de pouvoir profiter de la paralysie actuelle qui, entre autres choses, les empêche de gérer les ressources de l'administration autonome catalane comme bon leur semble. Parmi ceux qui souhaitent se débarrasser des politiciens comme Puigdemont ou Torra, on trouve, même devant les juges de la Cour Suprême, de nombreux militants de l'ancienne *Convergencia*, ainsi que de l'ERC ou la grande majorité d'*En Comú Podem*, etc. Pour développer une telle stratégie, le PSOE a l'expérience de savoir diviser avec plus de finesse "l'ennemi" contrairement aux coups de bâton du PP et de *Ciudadanos*, lesquels ont servi de stimulant à l'unité, même à contrecœur, des différentes composantes du front de l'indépendance. Le PSOE bénéficie également du soutien indéfectible de l'ancien présentateur de télé autrefois connu sous le nom de "*Fléau de la caste des puissants*", Pablo Iglesias et de son parti *Podemos*, devenus aujourd'hui des "entremetteurs" distingués du gouvernement du PSOE.

Il est trop tôt pour savoir si, sous le gouvernement de Pedro Sánchez, les différentes factions de la bourgeoisie pourront débloquer cette situation. Pour l'instant, ce que l'on peut dire, c'est qu'elles ont décrété une trêve, une sorte de "temps mort plus ou moins durable" afin de trouver quelque chose qui puisse leur fournir une issue de secours "honorable". La première proposition de ce gouvernement a été de revenir sur ses pas à propos du Statut d'Autonomie approuvé par le Parlement espagnol en 2006 sous les auspices du précédent gouvernement du PSOE de Zapatero. Le problème est que ce statut, qui a déjà été contesté par le PP devant la Cour constitutionnelle, n'a même pas été approuvé par la majorité de la population de Catalogne. Mais la réalité sociale n'est pas comme du poisson congelé. Bien au contraire. Le tissu social est devenu de plus en plus pourri.

La première proposition de ce gouvernement a été de revenir au Statut d'Autonomie approuvé par le Parlement espagnol en 2006 sous les auspices du précédent gouvernement du PSOE de Zapatero.

Les vents pestilentiels de la décomposition sociale

Pendant que les politiciens de l'État bourgeois amusent la galerie avec leurs multiples réunions, leur rencontres, leurs propositions…, dans la rue, ce qui progresse, c'est la fracture sociale, non pas dans le sens de classe exploitée contre exploiteurs mais au sein de la population elle-même, entre voisins, entre collègues, etc.

Il y a une prolifération d'initiatives apparemment divertissantes et burlesques comme Tabarnia, sorte de pays imaginaire formé par les provinces de Tarragone et Barcelone, présidé par le bouffon Boadella qui engloberait la Catalogne soi-disant moderne (?), productive et fervente espagnoliste qui devrait se débarrasser de Tractoria, la Catalogne rurale arriérée, pleine d'atavisme nationaliste. Tabarnia et Tractoria ne sont pas des ressorts inoffensifs de comédie. Le clown italien, Beppe Grillo, avec son aura de railleur "anti-système" a été le coussin sur lequel le cul xénophobe de Salvini s'est assis.

Les nationalistes espagnols de Tabarnia partagent avec leurs rivaux catalans le même discours xénophobe et d'exclusion que Salvini distribue à jet continu avec l'aide des bouffons du Mouvement 5 étoiles.

La logique de ces messieurs de Tabarnia est celle de sauvegarder l'État-providence pour les privilégiés de la "forteresse" européenne et américaine sans la "gaspiller" pour aider des centaines de millions d'autres êtres humains dans le Tiers monde. C'est la même discrimination criminelle que celle du cri : "l'Espagne nous vole" des nationalistes catalans qui protestent contre les subventions aux chômeurs d'Andalousie ou d'Estrémadure, ressources qui devraient servir à rendre encore plus de grandeur à la "prospère" Catalogne. C'est aussi la même logique qui encourage les CUP et leurs CDR à harceler les entreprises qui ne manifestent pas un enthousiasme débordant au sujet de l'indépendance, tout en assurant la paix sociale pour les entrepreneurs qui embrassent cette cause. Dans une vulgaire imitation de la devise de Trump, "*America First*", les prétendus "*anticapitalistes*" (sic !) de la CUP proposent de consommer "catalan" comme résumé de leur proposition pour une économie durable et "socialiste".

Tous ces gens comprennent quelque part que "le navire capitaliste est en train de couler" et qu'il faudrait jeter des millions d'êtres humains à la mer pour le sauver. Pour Salvini, ce sont les migrants, pour Tabarnía ce sont "ceux de la Catalogne profonde", pour Puigdemont, la CUP et d'autres, ce seraient les Andalous, les Estrémaduriens et d'autres "espagnolistes fascistes". Rien de ce qu'ils proposent n'est en dehors du système capitaliste. Ce que cela exprime, ce n'est surtout pas leur contribution à l'histoire de l'humanité (le développement des forces productives et d'abord et avant tout de la classe du travail associé : le prolétariat), mais le pourrissement et la dislocation.

Cela fait maintenant 44 ans qu'eu lieu la grève de l'entreprise *Laforsa* dans le Bas Llobregat barcelonais, l'un des plus magnifiques épisodes de la solidarité ouvrière. A cette occasion, tous les travailleurs ont réagi à un licenciement disciplinaire d'un camarade avec un slogan qui parcourait les quartiers et les villes : "*C'est nous tous ou personne*". L'entreprise a tenté de saboter cette solidarité en licenciant d'autres collègues ou en soudoyant d'autres avec des augmentations de salaire, des promotions, etc. Ce cri n'a résonné qu'avec plus de force "*Ou tous ou aucun de nous*". Nous rappelons cet exemple en hommage à cette solidarité qui constitue la base de l'unité et des luttes des travailleurs. Si le pourrissement social, idéologique et moral du capitalisme finit par imposer l'idée que cette solidarité est une relique du passé, qu'elle est contre-productive pour notre survie, ou qu'elle doit être limitée à l'environnement local et immédiat, alors l'humanité sera condamnée.

Nous réitérons donc l'alerte avec laquelle nous avons conclu le tract (*Le passé réactionnaire est dans la démocratie et la nation, l'avenir est dans le prolétariat*) que nous avons distribué dans les jours qui ont suivi le 1er octobre 2017 : "*Le danger pour le prolétariat et pour l'avenir de l'humanité est qu'il soit piégé dans cette atmosphère irrespirable qui se crée autour de l'imbroglio catalan : ses sentiments, aspirations et pensées, ne graviteraient plus autour de quel avenir pour l'humanité, sur les salaires de la misère ou sur quelle issue face à la dégradation générale des conditions de vie ; au contraire, ils seraient polarisés sur le choix entre l'Espagne et la Catalogne, sur la Constitution, sur le droit de décider, sur la nation…, c'est-à-dire, les facteurs qui ont contribué à la situation actuelle et menacent de la porter à son paroxysme*".

Valerio, le 23 juin 2018

1) *Cf. L'imbroglio catalan montre l'aggravation de la décomposition capitaliste.*

2) Lire nos Thèses sur : *La décomposition, phase ultime de la décadence du capitalisme*, dans la *Revue Internationale* n° 107.

3) Dans la *Résolution sur la situation internationale* de notre dernier Congrès International, nous analysons les différentes expressions de ce processus.

4) On peut se demander : quel genre de "déconnexion" peuvent-ils faire alors que l'important déficit de l'administration régionale catalane oblige ses autorités à dépendre du fameux FLA (Fonds de liquidité régional), qui consiste en des prêts accordés par le gouvernement central espagnol, qui à son tour les quémande à l'Union européenne ?

5) Organisation indépendantiste se présentant comme un mouvement social sur la base essentielle de l'antifascisme créé en 2013 qui, avec deux autres fractions, la CUP et *Som Alternativa*, ont "élaboré" et signé en commun un manifeste sous forme de plateforme gouvernementale en 2017 pour soi-disant "*construire une République sociale*" en Catalogne.

6) En particulier depuis la guerre de 1936-39 (voir notre brochure : *Franco y la república masacran al proletariado*), mais aussi plus récemment avec la tromperie de la transition démocratique des années 1970.

7) *Gobierno PSOE : ¿Qué hay detrás de la moción de censura ?*

Critique de bandes dessinées sur la vie des révolutionnaires

La classe ouvrière doit se réapproprier son histoire

Ces derniers temps, la bande dessinée s'est emparée des vies de révolutionnaires illustres. Après Auguste Blanqui et Louise Michel, c'est au tour de Rosa Luxemburg et de Lénine d'avoir leur biographie sous forme de romans graphiques. Se plonger ainsi dans la vie mouvementée et passionnante de ces grandes figures du mouvement ouvrier n'est pas simplement un réel plaisir, c'est aussi une absolue nécessité. La classe ouvrière a perdu son identité, elle ne sait plus qu'elle existe et a perdu la mémoire de son passé. Ses luttes, ses organisations, sa capacité par exemple à mettre fin à la Première Guerre mondiale, tous ces trésors d'expériences, sources de confiance dans les capacités révolutionnaires du prolétariat et donc en l'avenir, sont aujourd'hui oubliés. Parcourir les dessins et les bulles d'une bande dessinée faisant revivre les événements de la Commune de Paris de 1871, la Révolution russe de 1917 ou les insurrections allemandes de 1919 est l'un des moyens de se réapproprier ce passé, de recouvrer la mémoire ouvrière. Le prisme de la biographie rend l'œuvre plus concrète, plus vivante. Il permet de comprendre et sentir la force qui animait ses révolutionnaires : leur dévouement à la cause prolétarienne, leur implication en tant que militant dans un mouvement organisé, leur courage face à la répression et, peut-être surtout, leur résistance face aux pressions idéologiques de la bourgeoisie, qui souvent s'incarnaient par une lutte à l'intérieur même des organisations révolutionnaires, pénétrées par cette idéologie de la classe dominante. Toutes ces bandes-dessinées montrent clairement que la vie des révolutionnaires est une vie de combats politiques incessants. Seulement toutes ces œuvres ne sont pas égales. Certaines, toujours critiquables et perfectibles, retracent honnêtement la trajectoire de leur personnage historique. D'autres, au contraire, font intégralement parti de la propagande, relayant en dessin les mensonges les plus éhontés dont la bourgeoisie a toujours accablé les révolutionnaires. Si la bande dessinée Rosa la rouge de Kate Evans fait partie de la première catégorie, indéniablement le Lénine de Denis Rodier et Marie Pierre Rey nourrit la seconde.

"Rosa la rouge" de Kate Evans

Une œuvre vivante et fidèle à la vie de Rosa Luxemburg

La bande-dessinée Rosa la rouge, aux traits si dynamiques, nous permet de plonger avec délice et intérêt dans les combats de Rosa Luxemburg. Kate Evans a le souci permanent de rester fidèle à la vie de son personnage, même si, pour les besoins du récit, il était indispensable d'établir une tension entre la réalité historique et la fiction. Comme l'exprime l'auteur elle-même, "*parce qu'il est impossible de rendre pleinement compte d'une vie aussi riche que celle de Rosa en 179 pages, des événements mineurs ont été omis, des personnages secondaires ont été fusionnés et en quelques endroits la chronologie a été inversée pour souligner le caractère dramatique du récit*".

Cette BD retrace donc l'existence de la révolutionnaire depuis son enfance dans un petit village aux confins de la Pologne orientale jusqu'à son assassinat à Berlin en 1919 par les corps francs. Avec une grande sensibilité, Kate Evans entremêle la vie politique et la vie personnelle de cette combattante révolutionnaire et montre avec acuité à quel point le militantisme fut au cœur de son existence, une vie mise au service du combat pour l'émancipation de l'humanité. De manière générale, l'auteur ne relaye pas les préjugés qui collent à la peau de Rosa Luxemburg : la féministe ou encore la bonne démocrate pacifiste. Au fond, tout ce qui contribue à émousser le tranchant révolutionnaire de son œuvre, la rendant inoffensive et la présentant comme l'anti-modèle de Lénine et des bolcheviks.

A l'inverse, cette BD met en évidence le militantisme intransigeant et exemplaire de Rosa Luxemburg à travers des épisodes marquants de sa vie : sa lutte contre l'opportunisme au sein du SPD, sa participation active à la Révolution de 1905 dans l'Empire de Russie, ses appels répétés à ce que le prolétariat s'oppose à la Première Guerre mondiale au nom de l'internationalisme, son rôle prépondérant au sein du groupe Spartakus au cours de la Révolution allemande de 1919 pour faire triompher les principes communistes alors que le SPD jouait désormais le rôle de bourreau du prolétariat allemand. Une vie marquée donc par la détermination à défendre sans cesse les positions marxistes et révolutionnaires.

Sans l'élever au rang d'héroïne et encore moins de martyre, Kate Evans rend un vif hommage au courage dont a fait preuve cette combattante du prolétariat durant toute son existence ; calomniée, persécutée, enfermée à plusieurs reprises pour finir traquée et assassinée sous l'ordre de la social-démocratie dans une atmosphère de pogrom contre les spartakistes et ses principaux animateurs.[1]

Certes, il était impossible de traiter tous les grands moments du mouvement révolutionnaire auxquels Rosa Luxemburg a participé. Il est malgré tout regrettable que cette BD n'aborde pas véritablement la proximité politique qui l'unissait à Lénine et aux bolcheviks sur les grandes questions de principes. Ce qui n'empêchait pas les désaccords sur certains sujets. Signalons, par exemple, que le soutien indéfectible que porta Rosa à la Révolution d'Octobre n'est pas du tout traité dans cet ouvrage. De même, les masses prolétariennes sont absentes de la trame du récit alors qu'aux yeux de Rosa, elles doivent jouer un rôle déterminant au cours du processus révolutionnaire.[2]

Kate Evans semble ici prisonnière de son statut d'artiste, seule devant son œuvre, ne percevant la réalité qu'à travers le prisme des individus, elle montre sa difficulté à replacer Rosa Luxemburg dans le mouvement collectif de la classe ouvrière. C'est pourtant bien la classe ouvrière qui a gagné Rosa Luxemburg au communisme, c'est bien la lutte historique du prolétariat incarnée par ses organisations révolutionnaires qui a gagné Rosa Luxemburg au militantisme, et ce sont bien les grèves de masse en Pologne et en Russie de 1905, la révolution en Russie de 1917 et les insurrections en Allemagne de 1919 et 1920 qui ont imprégné Rosa Luxemburg. Elle était l'une des combattantes, particulièrement claire, consciente et importante, de la multitude d'ouvriers révolutionnaires regroupés en organisation et conseils au début du siècle dernier. Son œuvre et ses activités ne peuvent se comprendre qu'en étant intégrées aux combats de la classe ouvrières et aux débats animant la vie politique prolétarienne. La dernière double-page révèle ainsi les conséquences concrètes de ce manque et de ces confusions en laissant penser que toutes les luttes actuelles, quelle que soit leur nature, peuvent se réclamer du combat de Rosa. Or, pour cette dernière, seule la classe ouvrière, dernière classe révolutionnaire de l'histoire, peut mettre fin à toutes les formes d'oppressions qu'elles soient de sexe, de race, d'ethnie, etc. Car c'est en réalité l'exploitation capitaliste qui les alimente et les maintient en vie. Par ailleurs, la postface de l'album semble dire que les héritiers ou l'héritage de Rosa serait assuré par les trotskistes : "*les partisans de Trotski, assurément beaucoup plus favorables, prirent fait et cause pour elle. De nombreux articles publiés dans leurs revues la présentaient comme une dirigeante illustre qui, si elle avait vécu, se serait certainement accordés avec Trotski et aurait appuyé ses orientations stratégiques. Ce dernier considérait comme une mission de dénoncer l'enthousiasme des jeunes militants socialistes "spontanéistes" qui se réclamaient de Luxemburg, mais qui se refusaient à croire au parti d'avant-garde. Il importait de dénoncer le déviationnisme de ces quasi anarchistes et la façon dont ils détournaient son héritage*". Aux vues des positions défendues par Rosa Luxemburg au moment de sa mort, il est difficilement soutenable d'affirmer qu'elle se serait placée aux côtés de Trotski et l'Opposition de Gauche et encore moins des organisations trotskistes qui se placent carrément dans le camp de la bourgeoisie. A contrario, la gauche germano-hollandaise, ces fameux "spontanéistes" dont parle la préface, a su se maintenir à l'intérieur du camp prolétarien en faisant preuve d'une grande clarté théorique sur des questions clés liées à l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence (le parlementarisme et les élections comme armes de la bourgeoisie, les syndicats comme organes intégrés à l'État bourgeois). L'auteur semble ici confondre la gauche germano-hollandaise (qui a toujours défendu la nécessité d'une avant-garde du prolétariat basée sur des positions communistes claires ayant pour tâche de les défendre et les diffuser) avec le conseillisme qui nie la nécessité d'un parti.

Malgré ces quelques critiques, nous ne pouvons que saluer une telle entreprise. Dans une période où les jeunes générations sont empoisonnées par la campagne anti-communiste voulant ranger la révolution aux magasins des accessoires poussiéreux, ce livre, extrêmement vivant, permet de cerner l'essentiel de la vie et l'œuvre de la militante que fut Rosa Luxemburg et de s'initier à l'histoire du mouvement révolutionnaire.

L, 27 juillet 2018

1) Face à la mutinerie des marins de Kiel, à la fin du mois d'octobre 1918, événement déclencheur de la révolution allemande, la direction du Parti social-démocrate va organiser la contre-révolution, une contre-révolution particulièrement violente et assassine. Friedrich Ebert, membre du SPD et premier président de la République allemande en 1918, dira ainsi qu'il hait "*la révolution comme le péché*", tandis que Gustav Noske, lui aussi membre du SPD et ministre de la Défense en 1919 et 1920, crachera "*s'il faut un chien sanglant, je serai celui-là*". C'est lui qui dirigera l'action des milices contre-révolutionnaires, les corps francs.

2) Lire par exemple son ouvrage : *Grève de masse parti et syndicats*.

"Lénine" de Denis Rodier et Marie Pierre Rey

Les mensonges contre Lénine mis en dessin

Cette BD réalisée par Ozanam, Denis Rodier et Marie Pierre Rey est une nouvelle attaque contre la Révolution d'Octobre à travers des calomnies à l'égard de la personnalité de Lénine. Marie Pierre Rey, la conseillère scientifique de cet ouvrage, trouve une justification à cette énième imposture en invoquant l'ouverture des archives de l'URSS après 1991 qui aurait permis de mettre au jour le vrai visage de Lénine à savoir "*l'un des dictateurs les plus intransigeants de la période contemporaine*". Pour cette dernière, cet album serait un modèle d'objectivité puisqu'il rendrait compte du parcours politique de Lénine "*au plus près de la réalité*". Si de telles entreprises n'étaient pas aussi néfastes tout particulièrement pour les jeunes générations qui s'intéressent à la politique et à la perspective du communisme, on ne pourrait qu'ignorer un travail aussi ridicule et malhonnête. Or, les leçons et les enseignements que l'on peut tirer du parcours militant de Lénine sont précieux pour la classe ouvrière et il en va du devoir des organisations révolutionnaires de défendre l'honneur des grandes figures du mouvement ouvrier ayant joué un rôle inestimable dans l'œuvre révolutionnaire du prolétariat. Sous couvert d'une prétendue autorité scientifique, cet album adopte une démarche totalement différente puisqu'il dresse un portrait à charge de Lénine en sélectionnant des épisodes de sa vie le plus souvent détachés de tout contexte qui ne servent qu'une seule logique : celle de forger l'image d'un dictateur en puissance. Certes, raconter la vie d'un personnage sous le format BD impose nécessairement de faire des choix. Mais contrairement à ce que prétend Marie Pierre Rey, ces derniers n'ont pas été faits à partir d'une analyse minutieuse et contextualisée de la vie et l'œuvre de Lénine mais plutôt par la volonté de participer à l'entreprise de diabolisation du personnage. Un Lénine manipulateur, violent, autoritaire, mettant l'histoire au service de ses propres intérêts si l'on en croit la manière dont est rapporté le déroulement du deuxième congrès du POSDR en 1903 qui a vu la scission entre les mencheviks et les bolcheviks. On y voit Martov se lamentant sur un banc, rendant l'autoritarisme de Lénine responsable de l'échec de ce congrès. Rien n'est plus faux ! Lénine n'a jamais eu l'ambition de devenir le "chef" du parti. Son intransigeance et sa fermeté n'étaient pas dues à des velléités autoritaires mais exprimaient la volonté de défendre l'organisation des révolutionnaires et ses principes alors que certains autres ne se battaient plus pour le prolétariat mais pour leur propre reconnaissance personnelle au sein du parti, pour défendre leur bande de copains ou leur orgueil blessé. Les bolcheviks, eux, sont restés dévoués à la classe ouvrière sans mettre en avant leur ego. La rigueur militante dont a dû user Lénine au cours de ce congrès était motivée par la nécessité de créer un parti ouvrier unitaire et centralisé capable d'assumer ses responsabilités devant la classe.

Cet album enfonce davantage le clou lorsqu'il traite de la Révolution d'Octobre 1917. A la page 43, la façon dont la prise du Palais d'Hiver est rapportée est ni plus ni moins qu'une falsification. On y voit des membres du Comité militaire révolutionnaire ivres en train de vandaliser le Palais et assassiner les membres du gouvernement provisoire alors que les témoignages d'époque, comme celui de John Reed dans *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, attestent que cette action s'est déroulée sans grande violence. Mais visiblement, les historiens à la solde de la bourgeoisie n'hésitent pas à transiger avec la rigueur scientifique quand il s'agit de ressortir le portrait du bolchevik "sanguinaire", un "couteau entre les dents". Et que dire de la toute fin de l'album où l'on voit un Lénine malade et convalescent, aigri et colérique en train de justifier la dictature et la terreur rouge sans le moindre remords ? Lénine et les bolcheviks ont défendu la dictature du prolétariat, c'est-à-dire la prise du pouvoir de la société par le prolétariat afin d'émanciper l'humanité toute entière. Tel était le but réel. Cette notion de dictature du prolétariat développée par Marx à la suite de la Commune de Paris est imposée par la lutte de classes et s'oppose à la terreur que la bourgeoisie déploie lorsque son monde est mis en péril.

Marie Pierre Rey, comme bon nombre de ses collègues, préfère se vautrer dans la malhonnêteté en présentant Lénine comme un autocrate qui aurait profité des événements de l'histoire afin d'instaurer son propre pouvoir. Voilà ce qu'elle peut écrire au sujet des soviets dans la postface de l'album : "*les bolcheviks n'ont tenu qu'une place mineure dans la Révolution de 1905 qui les a surpris et déroutés par la place que les masses ouvrières y ont spontanément tenue. Pourtant, de cette révolution avortée, Lénine va tirer parti en retenant en particulier l'idée mobilisatrice de "Soviet" qu'il récupère pour son propre compte. Et dès avril 1917, le Soviet de Petrograd venant de se reconstituer, Lénine en appelle à son tour "au pouvoir des Soviets" mais à des Soviets bolchevisés, qu'il s'agira, par une intense propagande, de gagner à sa cause*". Que veut-on dire par là ? Que Lénine a manipulé les soviets pour servir ses propres intérêts ? Mensonge ! Alors qu'en 1914 la bourgeoisie plongeait le monde dans la barbarie, qu'ont fait les bolcheviks ? Contrairement à la social-démocratie, ils se sont placés à l'avant-garde du mouvement d'opposition à la guerre. En 1917, alors que toutes les fractions bourgeoises organisaient le blocus de la Russie, plongeant la population dans la famine, Lénine et les bolcheviks étaient du côté des ouvriers en lançant le mot d'ordre "*tout le pouvoir aux soviets !*" car ils étaient convaincus que les conseils ouvriers étaient "*la forme enfin trouvée de la dictature du prolétariat*" permettant à la classe ouvrière de s'auto-organiser dans le but de renverser la domination de la bourgeoisie. Contrairement aux insanités que déverse cet album, les bolcheviks n'ont jamais voulu s'emparer des soviets, seules les fractions de la bourgeoisie comme la social-démocratie ont entrepris leur sabotage afin de les vider de leur contenu révolutionnaire.

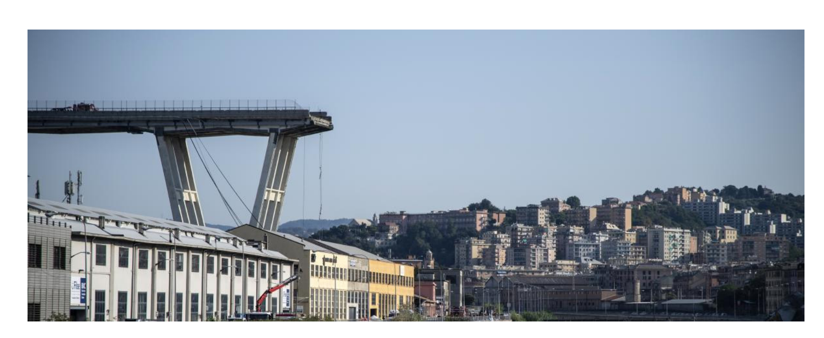
TH, 30 août 2018

Effondrement du pont de Gênes, incendies...

La loi du profit engendre les catastrophes !

L'été 2018 a encore été marqué par la multiplication, sur tous les continents, de catastrophes industrielles, d'incendies, comme celui du Musée national de Rio, et autres inondations meurtrières. Les victimes sont innombrables et le cynisme des autorités souvent écœurant. Pourtant, de catastrophes "naturelles" en "scandales", le discours de la classe dominante et ses médias est toujours le même : soit la fatalité s'est abattue sur les populations, soit il faut chercher un coupable particulier, telle ou telle entreprise, tel ou tel gouvernement, tel ou tel manque de volonté politique. L'humanité a pourtant largement les moyens technologiques de se prémunir de la plupart des catastrophes. En réalité, derrière les négligences et les scandales particuliers, la loi du profit, inhérente au capitalisme, est toujours à l'œuvre. L'émoi autour de la démission du ministre français de l'écologie est à ce titre une mystification : la défense de l'environnement dans laquelle se drape Hulot n'est qu'une triste farce destinée à accréditer le mythe de la transition écologique, à faire croire que le capitalisme foncièrement destructeur, pilleur et sans aucune vision de l'avenir pourrait devenir plus "vert".

Effondrement du pont de Gênes en Italie



Gênes, mardi 14 août, pont de Morandi : des centaines d'automobilistes sortent de leur véhicule et fuient l'inconcevable. Ils courent, à pied, enfants dans les bras, le long de l'autoroute : un morceau du pont vient de s'effondrer, entraînant dans sa chute 35 voitures et trois camions. Bilan : 43 morts, seize blessés. Rapidement, la stupeur a laissé place à la colère et une simple question : comment un viaduc autoroutier peut-il s'écrouler ainsi ? Comment personne n'a-t-il pu anticiper une telle tragédie ?

La recherche d'un bouc-émissaire

Au cours des premières heures qui suivirent, on nous parla de la foudre qui, frappant un pilier du pont, l'aurait fait s'effondrer par accident. Mais cette hypothèse peu crédible va très vite être éclipsée par les révélations successives sur le pont lui même : un pont réputé dangereux, vétuste, en perpétuelle rénovation pour pallier ses défauts de construction. Dès lors, ce fut la valse des déclarations accusatrices et défensives… une seule question demeure : qui sera le bouc-émissaire ? Qui paiera ? L'enjeu n'est pas la sécurité des personnes ; il est uniquement politique et économique.

D'un côté, la société gestionnaire du pont *Autostrade per l'Italia* (groupe *Atlantia*, contrôlé à 30 % par la famille Benetton) a affirmé cyniquement que le tronçon était analysé "*à un rythme trimestriel en suivant les normes légales et avec des vérifications supplémentaires d'appareils hautement spécialisés*" et que des "*garanties adéquates sur l'état de l'infrastructure*" avaient été émises, permettant de déterminer les interventions d'entretien nécessaires, "*approuvées par le ministère des Infrastructures et des Transports*". De l'autre, le populiste Matteo Salvini, ministre de l'Intérieur, va profiter de l'occasion pour accuser l'Europe d'être à l'origine du sinistre en empêchant l'Italie de gérer ses fonds monétaires comme elle l'entend. Giuseppe Conte, Premier ministre, va, quant à lui, déclarer la main sur le coeur "*notre responsabilité est de mettre en place une réponse extraordinaire pour contrôler toutes les infrastructures*" (1) tout en accusant la société *Autostrade per l'Italia* d'être la seule responsable. Alors que son mouvement politique s'est toujours opposé à la construction de *La Gronda*, bretelle de contournement autoroutier qui serait venue alléger le pont Morandi. En définitive, la recherche et la désignation de tel ou tel responsable ou coupable de négligence n'a pour seule fonction que de dédouaner le système capitaliste comme un tout et éviter les réflexions sur la logique du profit et de rentabilité à moindre coût qui ne tient aucun compte des risques humains.

1) Émission "C dans l'air" du 15 août 2018.

L'hypocrisie de la classe dominante

En effet, tous connaissaient la dangerosité de ce pont. Tous savaient que les infrastructures en béton ne sont pas pérennes et nécessitent un suivi constant face à leur friabilité et leur oxydation. Tous avaient été maintes fois avertis. Ce viaduc au dessus de la ville a été conçu pour désengorger le centre de Gênes et surtout son port maritime. Construit en quatre ans dans les années 1960, il a la particularité d'alterner deux types de conceptions architecturales : "un viaduc constitué d'un tablier à poutres en béton armé de 484m de longueur" et "un viaduc multi-haubané de 618m de longueur" (c'est une des parties de ce dernier qui a cédé). Dès sa construction, des défauts de conceptions sont apparus. Entre autre, les vibrations du trafic ont mal été anticipées, entraînant des micro-fissures dans le béton qui elles-mêmes entraînent l'oxydation du fer qui devient fragile et, à terme, se rompt. L'accroissement du trafic autoroutier (25 millions de véhicules par an) n'a fait qu'augmenter ce phénomène. Depuis sa conception, 80 % de son prix a déjà été réinjecté pour son entretien et plusieurs spécialistes ont alerté sur son état et sa dangerosité, proposant de le reconstruire, éventualité refusée en 2009. En 2016, le professeur d'ingénierie à la faculté de Gênes Antonio Brencich a "*en vain, invité les pouvoirs publics à démonter le pont Morandi et à en reconstruire un neuf*". En novembre 2017, le rapport d'audit des experts de l'École polytechnique mettait en doute la stabilité du pont : "*les câbles de la portion du pont qui s'est effondrée réagissaient alors aux vibrations "d'une manière qui ne correspond pas totalement aux résultats attendus et [requerrait] des investigations approfondies"*."

Le capitalisme génère les catastrophes

Les responsables politiques veulent faire croire que c'est la faute à quelques entreprises malveillantes qui ne jureraient que par le profit. Mais tous sont liés par cette même logique du capital. Tous défendent les mêmes intérêts économiques et individualistes. Moins de quinze jours avant le drame, le ministre des Infrastructures a classé le projet de contournement de *La Gronda* parmi ceux qui pouvaient être annulés "*si les bénéfices ne couvraient pas les coûts*".

D'ailleurs, ce scénario est le même partout ailleurs : des ponts s'écroulent, les vieux par manque d'entretien, les neufs par économie de matériaux :

- Miami, États-Unis, mars 2018 : effondrement d'un pont piéton tout neuf, six morts, une dizaine de blessés. La structure s'était fissurée quelques jours avant.
- Ouest du Kenya, juin 2017 : une partie du pont de Sigiri, alors en construction, tombe, 27 blessés. L'entreprise chinoise responsable du site est réputée pour la mauvaise qualité de ses matériaux.
- Province du Pendjab, Pakistan, juillet 2015 : effondrement d'un pont ferroviaire, 17 morts. Le réseau ferré datant de l'ère coloniale était peu entretenu.
- Port de Lianyungang, Chine de l'Est, février 2013 : effondrement d'un pont autoroutier, neuf morts. L'accident aurait été provoqué par l'explosion d'un camion transportant des feux d'artifice. Cela ne convainc pas la population.
- Île de Bornéo, Indonésie, novembre 2011 : effondrement d'un pont suspendu au-dessus du fleuve Mahakam, 36 morts. Les blocs qui ancraient les piliers du pont bougeaient chaque année de près de 18cm depuis 2001 !
- Minneapolis, Minnesota, États-Unis, août 2007 : chute d'un pont autoroutier dans le fleuve Mississippi, treize morts, plus de 150 blessés. Le pont était vieillissant mais ne présentait officiellement aucun risque.
- Montréal, Canada, septembre 2006 : le viaduc de la Concorde (pont autoroutier) s'écroule, cinq morts et six blessés. Une heure avant l'effondrement, des blocs se sont détachés et ont été signalés. Le pont avait été inspecté un an auparavant.
- Environs de Porto, Portugal, mars 2001 : effondrement d'un pont centenaire dans le fleuve Douro, 77 morts. Le maire de la commune avait à maintes reprises alerté les autorités quant à ce pont surexploité. Ainsi, comme on peut le constater, cette catastrophe n'a rien d'exceptionnel. Elle n'est qu'un désastre de plus qui rythme le quotidien du capitalisme.

En Italie, pas moins de 10 ponts se sont écroulés entre 2013 et 2018, toujours avec cette même recherche d'un coupable particulier. Par ailleurs, il ne s'agit pas seulement des ponts : toutes les infrastructures sont concernées, à l'image des incendies dans les usines de recyclages qui ont eu lieu en France cet été.(2)

A la suite de la catastrophe, la colère des familles des victimes était bien présente. Un tel événement était annoncé et prévisible et c'est bien la logique capitaliste qui en est la véritable cause. Pour calmer les familles, le gouvernement, dans sa grande hypocrisie, a décrété une journée de deuil national en hommage aux victimes. 17 familles ont refusé d'y participer, dénonçant la responsabilité de l'État et sa cynique récupération politique. Roberto, père d'une des victime, a déclaré : "*Mon fils a été assassiné*" tandis qu'une mère de famille a "*trouvé honteux le défilé des politiques*". Un autre parent a annoncé "*mon fils ne deviendra pas un numéro dans le catalogue des morts provoquées par les manquements italiens, nous ne voulons pas une farce de funérailles*". Car effectivement, l'objectif de tous les acteurs (État, sociétés publiques, sociétés privées) n'est pas de comprendre pour faire mieux à l'avenir. L'objectif est de trouver un bouc-émissaire à ce désastre afin de masquer le visage du véritable coupable : le capital.

Élise, 1er septembre 2018

2) Voir notre article ci-dessous.

Incendie dans des usines de recyclage

Le mercredi 1er août, un énorme incendie se déclarait dans une usine de recyclage d'Athis-Mons (Essonne), site qui avait déjà vu ses déchets en plastique partir en fumée en 2011. Le même jour, les stocks de l'usine *Environnement Recycling* à Montluçon (Allier) prenaient également feu, mobilisant 140 pompiers et libérant un impressionnant nuage de fumée sur la région. *Environnement Recycling* avait déjà empoisonné ses employés et l'atmosphère lors de l'incendie de plusieurs tonnes de plastique en 2014. Depuis, visiblement, aucune mesure sérieuse de sécurité n'a été prise et c'est, selon l'entreprise, pas moins de cinq-cents tonnes de plastique, de batterie et de matériel électrique qui ont flambé. La faute, selon la direction, aux batteries au lithium qu'*Environnement Recycling* a cru pouvoir bazarder sans conséquence sous le soleil d'août, mettant en péril la vie et la santé de la population et, plus encore, de ses salariés dont les conditions de travail, révélées par de multiples scandales, laissent déjà deviner le profond cynisme de la direction !



Cette entreprise "modèle", "*à la fois performante, responsable et citoyenne*" (selon son site internet) emploie en effet des personnes handicapées ou "*en rupture sociale*" (ce qui permet surtout de faire subventionner le coût de la main d'œuvre par l'État) qu'elle expose en permanence à un nuage de poussière toxique contenant une proportion élevée de plomb et autres métaux lourds. Du chantage à l'emploi au prix de la santé d'ouvriers forcément précarisés, c'est ce qu'*Environnement Recycling* appelle un "*engagement en faveur de l'accès à l'emploi et de l'accompagnement*" (toujours selon son site internet). Dans ces conditions, répandre une immense fumée empoisonnée plusieurs jours durant sur toute une région relève au mieux, pour Jérôme Auclair, le gérant d'*Environnement Recycling* qui s'est exprimé dans la presse locale, d'un simple "*risque connu*".

Face à ces catastrophes industrielles que personne n'attende de réponse de l'État ; il fera son travail : protéger la rentabilité de la propriété privée ! Déjà, la machine de propagande et de mensonges est en branle. Tandis que la population suffoquait sous un épais nuage toxique, les autorités déclaraient sans sourciller : "*le seuil olfactif* (expression *novlangue* pour dire que ça pue méchamment) *est atteint, mais il n'y a pas de risques toxiques ni de pollution aquatique*".(1) Nous voilà rassurés ! En plus : "*des prélèvements ont été effectués dès mercredi, pour écarter tout risque de pollution*". Même les grossiers mensonges sur le nuage radioactif de Tchernobyl en 1986 étaient plus convaincants !

Face à la banalisation cynique des méfaits quotidiens du capitalisme, face à la multiplication des catastrophes prétendument naturelles, à celle des catastrophes industrielles, la bourgeoisie n'a pas d'autre explication que la fatalité ou l'origine accidentelle malencontreuse, ni d'autre message que des communiqués stéréotypés des "autorités" pour prévenir la panique et, surtout, désamorcer la colère comme les interrogations des riverains. Pourtant, le stockage peu coûteux de gros tas de détritus indistincts et inflammables est systématique et parfaitement cautionné par les autorités. Tout le monde sait que ces pratiques sont dangereuses (un "*risque connu*"), que ce type d'incendie met plusieurs jours à s'éteindre, dégageant dans l'atmosphère et dans nos poumons, y compris ceux des enfants et des personnes fragiles, une pollution dont chacun a pu mesurer l'ampleur par le seul "*seuil olfactif*". Si la santé et la vie de la population peuvent être mises en péril, le profit, lui, est protégé de ces aléas !

Léo, 3 août 2018

1) *Incendie à Environnement Recycling (Allier) : la dernière cellule en passe d'être éteinte*, *La Montagne* du 2 août 2018.

Affaire Weinstein, Trump…

Féminisme ou combat de classe ?

Le 25 mai dernier, Harvey Weinstein, célèbre producteur de cinéma américain, sort menotté et encadré par deux policiers du commissariat où il s'est lui-même rendu. Conduit au tribunal, il en ressort mis en accusation pour viols et agressions sexuelles, libéré sous caution et placé sous contrôle judiciaire électronique en attendant son procès.

L'instrumentalisation idéologique…

"L'affaire Weinstein" est désormais connue sur toute la planète depuis que le *New York Times* et le *New Yorker* ont publié, en octobre 2017, une enquête sur les nombreux abus sexuels du producteur hollywoodien, dénoncés par une douzaine de femmes. Depuis, la parole s'est libérée et ce sont des dizaines et des dizaines de femmes qui ont dénoncé les agressions et les crimes de nombreux hommes de pouvoir dans tous les secteurs : le cinéma, le monde des affaires, la politique, etc.

Au départ, la médiatisation de cette affaire a surtout servi de prétexte pour acculer Trump et tenter d'engager une procédure de destitution. Déjà, du temps de Bill Clinton, les abus sexuels dont certains se rendaient coupables avec un sentiment absolu d'impunité, du fait de leur position de pouvoir, avaient été utilisés pour affaiblir le président de l'époque dans la célèbre "affaire Lewinsky".(1) En octobre 2017, lorsque l'affaire Weinstein éclate au grand jour, les comportements ignobles de ce triste sire ne sont qu'un secret de polichinelle dans les milieux culturels et intellectuels américains. En la médiatisant en sujet d'indignation populaire, la bourgeoisie américaine trouvait le moyen d'impliquer le président américain qui traîne déjà quelques casseroles (il a, entre autres méfaits, dû acheter le silence d'une actrice porno avant de se marier, après que celle-ci l'ait menacé de dévoiler leur relation). Mais Trump s'en est finalement sorti sans grande difficulté face à l'ampleur des comportements et des crimes que la médiatisation de l'affaire Weinstein a mis au grand jour.

En effet, la portée internationale de cette affaire révèle bien plus qu'une énième stratégie machiavélique de la bourgeoisie. Elle manifeste une réelle et profonde indignation face à la condition des femmes dans la société. Lors de la "journée de la femme" du 8 mars 2018, la participation était plus importante que les années précédentes, dans davantage de pays (des manifestations ont eu lieu en Turquie, en Russie, aux Philippines, en Inde, au Pakistan, en Suisse, en Corée du Sud, au Congo, en Côte d'Ivoire, etc.), avec des mots d'ordre plus déterminés. Jusqu'en Inde ou en Turquie, des manifestants se réunissent pour dénoncer des agressions et des viols contre des femmes.

Mais cette indignation légitime a rapidement été récupérée par la bourgeoisie à travers une campagne sur les réseaux sociaux orchestrée par le milieu médiatique et culturel où la victimisation systématique vis-à-vis des hommes, la délation et la culpabilisation sur le mode : "les hommes sont tous des porcs" constituaient le revers d'une même réalité ignoble. Il fallait s'y attendre, la bourgeoisie n'allait pas laisser la parole "se libérer" sans la déplacer sur un terrain de fausse opposition "hommes contre femmes", "gentlemen contre gros porcs", tout en exploitant au passage la fibre traditionnelle du puritanisme et de la pudibonderie.

Les prises de parole se multiplient, les gouvernements de plusieurs pays légifèrent ou prévoient de le faire, prétendant renforcer "l'égalité des sexes" par rapport, notamment, aux salaires ou la pénalisation des agressions et du harcèlement sexuel. La classe dominante ne peut rester silencieuse face aux réactions indignées, bien que cette profonde colère, pour le moment incapable de s'élever sur un terrain de classe, enfermée dans le cadre d'une lutte parcellaire et interclassiste, soit sans danger pour sa domination de classe. La bourgeoisie profite ainsi de la situation pour apporter une réponse dans le cadre des mystifications démocratiques, développant à peu de frais l'illusion que la discrimination n'aurait pas sa place au sein du capitalisme. Lorsque les prisons seront remplies d'hommes violents envers leur femme ou de "harceleurs de rue", rien n'aura fondamentalement changé dans la société pour que ces comportements n'aient plus de base matérielle pour se développer ! La bourgeoisie sait bien que la pénalisation des comportements dégradants envers les femmes n'est qu'un cautère sur une jambe de bois et ça n'en rend ses gesticulations que plus détestables. En offrant la "protection de l'État" aux femmes, la bourgeoisie ne fait rien d'autre qu'enfermer la question dans le cadre démocratique bourgeois et la réduit à un traitement de comportements déviants.

C'est justement le piège dans lequel cette vague d'indignation légitime et réelle ne doit pas tomber. Si la femme est surexploitée, maltraitée, considérée comme l'esclave et l'objet sexuel de l'homme, ce n'est pas tant le produit d'une sorte de "dérive" ou d'une quelconque "régression" de la société que l'expression de sa véritable nature : oppressive et divisée en classes.

… d'une des réalités de l'oppression

Le mouvement ouvrier n'aura pas mis longtemps à faire apparaître la condition spécifique de la femme dans la société capitaliste. En 1845, Engels écrit son édifiant ouvrage *La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre*, dans lequel il décrit comment le capitalisme détruit la vie, la santé, l'avenir des enfants et le corps des femmes en les intégrant dans la production inhumaine des grandes manufactures et des mines. Il explique également comment le patron peut abuser à volonté de ses ouvrières par le simple pouvoir de vie et de mort qu'il a sur elles. Mais c'est surtout dans *L'Origine de la Famille, de la Propriété privée et de l'État*, qu'Engels démontre que la situation de subordination des femmes est profondément liée à la division de la société en classes sociales, à l'existence de la propriété privée et combien le combat historique du prolétariat est porteur d'une véritable émancipation des femmes. En s'appuyant sur les travaux de Lewis Morgan, Engels démontre en effet que l'apparition de la propriété privée a fait apparaître la famille comme première cellule économique des sociétés de classe. Dans cette famille, la femme est placée dans une position d'objet, propriété de l'homme et procréatrice des enfants qui hériteront du patrimoine du chef de famille.

De son côté, August Bebel, dans son ouvrage *La Femme et le Socialisme*, décrit comment les rapports capitalistes perpétuent la position de la femme en objet au service de l'homme. Dans le capitalisme, la femme reste la propriété de l'homme au point d'être réduite à une fonction d'outil au service du désir et des pulsions masculines. Bebel démontre ainsi comment, au bout de cette logique, la prostitution est nécessaire au bon fonctionnement de la société de classe.

Le marxisme a donc très tôt pu déterminer que la soumission de la femme à l'homme n'est pas de nature fondamentalement morale ou même physique, mais bien de nature matérielle et sociale. Dans leur développement, les forces productives ont amené l'humanité à quitter les formes sociales collectives du communisme primitif pour adopter une organisation fondée sur la propriété privée et la division en classes sociales. Le capitalisme en intégrant indifféremment hommes et femmes dans sa production conduit à supprimer en partie la division sexuelle du travail mais ses structures sociales maintiennent inéluctablement le cadre de soumission de la femme à l'homme, en particulier à travers le mariage et la famille.

Les comportements médiatisés aujourd'hui le confirment amplement. L'évolution sociale depuis Engels et Bebel, loin de donner une meilleure place à la femme dans la société, a entériné et pérennisé sa condition d'objet utilitaire. La femme est toujours objectivement considérée comme un être inférieur et, de ce fait, soumise à l'homme. Cette nature matérielle qui lui est dévolue conduit à une déshumanisation croissante de la femme et de ses rapports avec les hommes. La publicité, par exemple, traduit de façon brutale cette image de la femme comme objet sexuel soumis. La pornographie prend un poids croissant avec internet et véhicule auprès des plus jeunes une conception déshumanisée et réifiée des rapports entre les hommes et les femmes qui ne peut que banaliser les comportements dégradants, de harcèlement et de violence à caractère sexuel, et particulièrement dans le travail où les rapports de domination et de soumission sont plus visibles qu'ailleurs. Par ailleurs, les conditions de l'exploitation, le travail, qui ne fournit plus les conditions minimales d'une vie sociale, et la décomposition du tissu social produisent et accentuent une atomisation parfois extrême des individus qui les plonge bien souvent dans la solitude et la misère sexuelle.

Pourtant, la bourgeoisie a aussi développé une préoccupation pour la "question de la femme". Les mouvements féministes ne datent pas d'aujourd'hui et ont régulièrement marqué l'histoire sociale du capitalisme. Après tout, les femmes bourgeoises ne souffrent-elles pas tout autant de la domination de leurs maris ? Cette réalité, le mouvement féministe l'inscrit dans une démarche de revendications interclassistes qui, d'une part ne peuvent qu'avoir une portée limitée dans le cadre des structures sociales existantes et, d'autre part, présentent un véritable danger pour le prolétariat car le féminisme, comme tous les mouvements interclassistes, masque et exclut le caractère conflictuel des rapports sociaux de classes (comme si les ouvrières avaient les mêmes intérêts économiques ou sociaux que les femmes issues de la bourgeoisie !). Il produit en plus une opposition qui semble indépassable sans l'intervention de l'État, garant de "l'égalité", pour "contraindre les forts" à lâcher un peu de leurs avantages en "faveur des faibles". Dans ce cadre, le combat féministe est censé faire pression sur l'État pour obtenir plus de droits et plus d'égalité. Diviser pour mieux régner, la recette fonctionne toujours !

La nécessité d'un combat de classe

À travers la compréhension profonde du lien qui relie étroitement la condition et l'exploitation de la femme à l'organisation de la société capitaliste, le mouvement ouvrier a su se distinguer très nettement et très clairement du mouvement féministe porté par une partie de la bourgeoisie qui milite pour que les femmes accèdent aux études, aux responsabilités et au droit de vote. Clara Zetkin et August Bebel, au sein de la Deuxième Internationale, Alexandra Kollontaï au sein du parti bolchevique, pour ne citer qu'eux, tous mettent en avant la responsabilité première du système capitaliste dans la condition féminine et donc l'importance de lier cette question à celle de la condition de la classe ouvrière, au combat des ouvrières et des ouvriers unis contre le capitalisme afin de construire une nouvelle société où hommes et femmes vivront libérés de leurs chaînes.

C'est d'ailleurs le mouvement ouvrier qui est à l'origine de la journée de la femme (alors appelée journée internationale de l'ouvrière) dont la première eut lieu le 28 février 1909 et qui se fixera ensuite le 8 mars en commémoration du 8 mars 1917, premier jour de la Révolution de février en Russie, quand les femmes se réunirent justement pour la journée internationale de l'ouvrière et engagèrent un même combat vers la chute du tsarisme.

La condition des femmes a-t-elle aujourd'hui changé depuis la situation décrite par Engels en 1845 ? Dans les pays développés, les femmes ont glané un certain nombre de droits : accès aux études, possibilité de voter… certaines dirigent même de grandes entreprises, voire de grands pays ! Mais leur condition, avec plus de subtilité et d'hypocrisie, reste à peu près la même. Si la femme n'est plus obligée de travailler jusqu'au jour de son accouchement comme Engels pouvait l'observer dans l'industrie anglaise, une femme au chômage est assurée d'y rester si elle est enceinte et l'embauche des jeunes femmes est entravée par le "risque de maternité", bien connu des DRH. Certaines femmes (riches !) vont jusqu'à congeler leurs ovocytes pour faire carrière d'abord puis avoir des enfants ensuite, participant ellesmêmes ainsi à leur propre déshumanisation !

Tout comme au XIX[e] siècle et au début du XX[e] siècle, la classe ouvrière se retrouve donc fondamentalement face aux mêmes problématiques. Mais dans le passé, les partis ouvriers pouvaient développer ces questions et mettre en œuvre une éducation et une propagande qui avaient une réelle portée au sein de la classe ouvrière. Aujourd'hui, le prolétariat éprouve de grandes difficultés à percevoir son identité de classe, ce qui constitue une profonde entrave à la compréhension du caractère nécessairement révolutionnaire de sa lutte qui doit intégrer le changement radical de la condition féminine.

L'indignation du mouvement actuel face aux traitements injustes, humiliants et dégradants réservés aux femmes est révélatrice de l'incapacité viscérale du système capitaliste à permettre la moindre amélioration des conditions de vie des exploités. Bien au contraire et en complète opposition aux discours autour du progrès économique et social, ces conditions se dégradent et conduisent à une tendance continue à la dislocation du tissu social. Toutes les "catégories oppressées" (femmes, immigrés, homosexuels, telle ou telle race ou ethnie, etc.) qui se sentent brimées et rejetées, ne le sont nullement à cause de leur particularisme mais parce que le système capitaliste ne fonctionne que selon deux catégories d'êtres humains (les exploiteurs et les exploités) et ne repose que sur une seule caractéristique essentielle : la concurrence de tous contre tous qui pousse, sous la pression de la crise, et plus encore de la décomposition, à exclure toute forme de différence et à restreindre la solidarité en l'enfermant dans le cadre ghettoïsant de la défense parcellaire et uniformisée d'intérêts communautaires.

Ce qu'écrivait August Bebel dans *La Femme et le Socialisme* garde aujourd'hui une impressionnante actualité : "*Quelle place doit prendre la femme dans notre organisme social afin de devenir dans la société humaine un membre complet, ayant les droits de tous, pouvant donner l'entière mesure de son activité, ayant la faculté de développer pleinement et dans toutes les directions ses forces et ses aptitudes ? C'est là une question qui se confond avec celle de savoir quelle forme, quelle organisation essentielle devra recevoir la société humaine pour substituer à l'oppression, à l'exploitation, au besoin et à la misère sous leurs milliers de formes, une humanité libre, une société en pleine santé tant au point de vue physique qu'au point de vue social. Ce que l'on nomme la question des femmes ne constitue donc qu'un côté de la question sociale générale. Celle-ci agite en ce moment toutes les têtes et tous les esprits ; mais la première ne peut trouver sa solution définitive qu'avec la seconde*".

GD, 2 juillet 2018

1) Voir aussi notre article lors du retentissant "scandale Strauss-Kahn", en 2011, alors que celui-ci était président du FMI et pressenti comme candidat potentiel du Parti socialiste aux élections présidentielles en France : *Affaire DSK : la femme est toujours le "prolétaire de l'homme"*, *Révolution Internationale* n° 424.

suite de la page 8

Le racialisme (Partie II)

particulière, parce que la nation est le cadre périmé du développement de la classe exploiteuse, la bourgeoisie, intimement liée au capitalisme et à son mode d'existence par essence concurrentiel. Autrement dit, défendre la nation signifie : défendre les intérêts du capital national, c'est-à-dire l'exploitation et la concurrence, le chacun pour soi, regarder vers le passé. Le racialisme oppose ainsi systématiquement les prolétaires "Blancs" à ceux issus des nations "décolonisées" pour les mener vers le néant.

Par ailleurs, en faisant des "racisés" le moteur du combat révolutionnaire, opposant la "lutte des races" à la lutte de classe, les racialistes accentuent profondément la méfiance et les préjugés au sein du prolétariat. Nous avons déjà évoqué, dans la première partie de cet article, la lutte des révolutionnaires américains contre les discriminations raciales dans les États-Unis de la ségrégation. Nous pouvons ajouter que les luttes en Afrique coloniale ont souvent mené les prolétaires africains et européens à lutter de concert comme lors de la grève des chemins de fer sénégalais de janvier 1925, grève victorieuse par ailleurs. Toutes ces luttes et leurs leçons contre la division de "races" générée par l'administration coloniale ont été balayées par le nationalisme lors de la décolonisation. Le racialisme, qui idolâtre cette décolonisation, participe donc à enterrer toutes ces expériences de luttes ouvrières dans les pays colonisés. Il en va de même dans les pays centraux du capitalisme où les ouvriers immigrés et autochtones se sont unis dans des luttes pour un même combat contre l'exploitation. Dans les années 1970 et 1980, les travailleurs immigrés étaient bien rassemblés aux côtés de leurs frères de classe "blancs" dans une même lutte. Ce fut le cas, par exemple, lors des grèves du secteur automobile (*Renault*), dans les transports, etc. On pourrait citer et multiplier les exemples, comme celui du soutien des ouvriers français solidaires des immigrés vivant dans le foyer *Sanacotra* en 1975. Tout cela, les racialistes veulent l'effacer des mémoires.

Mais le concept réactionnaire de "lutte des races" ne se contente pas d'accentuer les divisions et de brouiller la mémoire des expériences ouvrières. Il permet aussi et surtout de nier le rôle historique du combat de la classe ouvrière et s'oppose frontalement à son projet révolutionnaire. Les racialistes apportent ainsi leur petite pierre à toute la propagande bourgeoise visant à nous faire croire que la classe ouvrière a disparu et que son projet historique serait non seulement "rétrograde", mais surtout "absurde" et "dangereux". En cela, il est encore un auxiliaire de conservation de l'ordre existant, un appendice politique de la bourgeoisie et de son idéologie.

La société bourgeoise véhicule toutes formes d'oppressions de race, de genre, d'orientation sexuelle… et le racialisme participe à leur accentuation. Au-delà de toutes les divisions que veut lui imposer la bourgeoisie pour nourrir l'exploitation et sa domination, la classe ouvrière, elle, porte un véritable projet historique, une perspective mondiale : celle d'une société sans classes, sans frontières ni exploitation. Un projet qui l'oppose radicalement au racialisme qui n'a rien d'autre à offrir qu'une fuite en avant dans la barbarie capitaliste.

Sven, 13 juillet 2018

LE CCI SUR INTERNET

fr.internationalism.org

E-mail france@internationalism.org

ABONNEMENTS

Abonnement découverte
Révolution internationale, 3 numéros : 5 €
pack ***Révolution internationale*** (3 numéros)
+ ***Revue internationale*** (1 numéro) : 8 €

Abonnement simple
Révolution internationale (11 numéros)

France	18,5 €
Etranger	20,5 €
Par avion DOM/TOM	21,5 €

Abonnement simple
Revue internationale (4 numéros)

France	18,5 €
Etranger	17 €
Par avion DOM/TOM	18,5 €

Abonnement couplé : journal + revue

11 n^os + 4 n^os	
France	35 €
Etranger	38 €
Par avion DOM/TOM	38 €

Abonnement diffuseur
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :

Révolution internationale
abonnement à 3 : 45 €
à 5 : 73 €

Revue internationale
abonnement à 2 : 31 €
à 3 : 45 €

Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal
à l'ordre de RI – CCP 523544Y – Rouen, à adresser à la boîte postale de RI.

APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Au-delà des discussions que nous pouvons avoir lors de nos réunions publiques et permanences, nous appelons donc vivement nos lecteurs à nous écrire, soit par courrier classique, soit par e-mail.

APPEL A SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous avons ouvert une souscription permanente pour le soutien de notre journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises qui bénéficient de subventions de la classe dominante et de son État pour assurer la défense des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire ne vit que grâce aux cotisations de ses militants. Lecteurs, votre souscription est un acte politique conscient de solidarité et de soutien à la défense des idées révolutionnaires. Elle participe pleinement de la défense des intérêts de la classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans le combat contre les mensonges et mystifications de la bourgeoisie, contre ses moyens de propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au compte de RI (C.C.P. 523544Y – Rouen) ou peuvent être versées lors de nos interventions.

Courant Communiste International
Revue Internationale
160

RÉUNIONS PUBLIQUES

Il y a 100 ans… la Révolution en Allemagne

A l'occasion du centenaire de la révolution allemande, événement inestimable et pourtant méconnu de l'histoire du mouvement ouvrier international, le CCI organise une série de réunions publiques dans différents pays afin de se réapproprier les leçons des combats de notre classe pour le futur.

En France, celles-ci auront lieu à :

- Marseille et Paris, le 3 novembre 2018

- Toulouse, Nantes et Lille, le 24 novembre 2018

Pour connaître les lieux et heures de ces réunions, rendez-vous sur notre site web :

fr.internationalism.org

PUBLICATIONS DU CCI

Révolution internationale
(FRANCE)
Mail Boxes 153
108, rue Damremont
75018 Paris

Acción Proletaria
(ESPAGNE)
Ecrire à l'adresse postale en France

Internationalisme
(BELGIQUE)
PB 102, 2018 Antwerpen
(Centraal Station)

Internationalism
(ÉTATS-UNIS)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Uni

Internacionalismo
(VENEZUELA)
Écrire à l'adresse postale en France

Internationell revolution
(SUEDE)
Ecrire à l'adresse postale en Suisse

Rivoluzione internazionale
(ITALIE)
CP 469,
80100 Napoli

World Revolution
(ROYAUME-UNIS)
BM Box 869,
London WCI N 3XX

World Revolution
(AUSTRALIE)
Ecrire à l'adresse postale au Royaume-Unis

Weltrevolution
(SWITZERLAND)
Internationale Revue
Postfach 2124 – 8021 Zürich

Revolución Mundial
(MEXIQUE)
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico

Communist Internationalist
(publication en langue hindi)
POB 25, NIT
Faridabad 121 00
HARYANA INDIA

BROCHURES DU CCI

Plate-forme et Manifeste du C.C.I.
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La décadence du capitalisme
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Les syndicats contre la classe ouvrière
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Nation ou classe
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Le trotskisme contre la classe ouvrière
4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Organisation communiste et conscience de classe
4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €)

Guerre du Golfe
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

L'État dans la période de transition
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste d'Italie
8 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche hollandaise
12 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Gauche communiste de France
4 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

L'effondrement du stalinisme
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La Révolution russe
2,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Bilan de la lutte des infirmières – Octobre 1988
2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Luttes dans la fonction publique de décembre 95
2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Fascisme et démocratie, deux expressions de la dictature du capital
4,5 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Comment le PCF est passé au service du capital
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

La terreur stalinienne un crime du capitalisme, pas du communisme
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Octobre 17
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Le communisme n'est pas un bel idéal…
3 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

Les élections un piège pour la classe ouvrière
2 € + frais d'envoi France 2,11 € / Etranger 4 €

A LIRE SUR LE SITE INTERNET DU CCI

- **À propos du film "En guerre" de Stéphane Brizé : un cinéma qui réduit les ouvriers à des individus impuissants**
- **Mondial de football : un succès pour la propagande nationaliste !**
- **Mexique : C'est toujours la bourgeoisie qui gagne les élections !**
- **Le legs dissimulé de la gauche du capital (I) : Une fausse vision de la classe ouvrière**
- **China's Silk Road to imperialist domination**
- **Iraq : marching against the war economy**

SOUSCRIPTIONS

L : 23,70 € ; Z : 10 €.

Total : 33,70€

Imprimé sur les presses de l'Imprimerie 34, Toulouse • Dire teur de la publication D. Van Celst • N° de Commission paritaire 54267

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

RÉVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

Le racialisme (Partie II)

D'où vient-il et qui sert-il ?

Nous avons vu dans la première partie de cet article (voir RI n° 469) que les thèses racialistes véhiculées par le *Parti des Indigènes de la République* (PIR) et sa porte-parole, Houria Bouteldja, dans son livre : *Les Blancs, les Juifs et nous*, sont en fait de très vieilles idées combattues dès le XIXe siècle par le mouvement ouvrier et qui ne visent qu'à diviser les exploités sur une base raciale et nationaliste. Elles ont d'ailleurs été un des moyens utilisés pour staliniser les *Partis communistes* d'Afrique du Sud et des États-Unis. Il nous faut maintenant aborder plus spécifiquement ce qu'est le racialisme aujourd'hui, et définir quelle attitude avoir par rapport à ce courant d'idées qui progresse dans certains milieux politiques.

Que veut le racialisme ?

Quelle perspective nous offre Bouteldja, figure de proue du racialisme ? La fin de son livre prône une idée clé : "*l'amour révolutionnaire*", autrement dit, un vieux précepte religieux qui ne diffère pas fondamentalement de celui véhiculé par le christianisme dès ses origines : "*aimez-vous les uns les autres*"... L'idéologie racialiste affirme que les "Blancs", les "Juifs" et les "Racisés" doivent s'aimer tout en se reconnaissant comme opposés et séparés. Cet "amour" n'étant cependant possible qu'à la condition que tout le monde reconnaisse la vision politique des "racisés" comme étant la seule à défendre. Les propos qui suivent sont particulièrement clairs à ce sujet : "*Alors l'appel des Indigènes dit : "Merde". Il propose de partir sur des bases saines. C'est là que c'est un cadeau qu'on vous fait. Prenez-le : le discours ne vous plaît pas… mais prenez-le quand même ! Ce n'est pas grave, il faut que vous le preniez tel quel ! Ne discutez pas ! Là, on ne cherche plus à vous plaire ; vous le prenez tel quel et on se bat ensemble, sur nos bases à nous ; et si vous ne le prenez pas, demain, la société toute entière devra assumer pleinement le racisme anti-Blanc. Et ce sera toi, ce seront tes enfants qui subiront ça. Celui qui n'aura rien à se reprocher devra quand même assumer toute son histoire depuis 1830. N'importe quel Blanc, le plus antiraciste des antiracistes, le moins paternaliste des paternalistes, le plus sympa des sympas, devra subir comme les autres. Parce que, lorsqu'il n'y a plus de politique, il n'y a plus de détail, il n'y a plus que la haine. Et qui paiera pour tous ? Ce sera n'importe lequel, n'importe laquelle d'entre vous. C'est pour cela que c'est grave et que c'est dangereux ; si vous voulez sauver vos peaux, c'est maintenant*". Dans les faits, il s'agit ouvertement d'un véritable cri de guerre nationaliste et revanchard contre "les Blancs", doublé d'un appel au pogrom contre tous ceux qui oseraient s'opposer à ce délire xénophobe et foncièrement raciste. "*L'amour révolutionnaire*" cache très mal ce qui est censé faire office de projet politique : la vengeance haineuse de véritables fanatiques ! [1]

Un produit de la décomposition sociale et idéologique du capitalisme

En fin de compte, tout le fiel déversé dans les propos haineux des racialistes traduit le *no future* généré par le capitalisme dans sa phase ultime de décomposition. Une véritable putréfaction idéologique qui ne fait que l'apologie de la destruction et de la violence. Aux yeux des racialistes, il ne subsiste que "*la haine*". Une haine viscérale du prolétariat, en particulier des ouvriers "blancs" qui se seraient, selon les racialistes, "*compromis*" avec leurs maîtres colonisateurs. Expression de certaines couches petites bourgeoises et du *lumpenprolétariat*, la haine est un sentiment qui anime bon nombre de comportements extrêmes favorisés par la misère des déclassés et la décomposition sociale, dont la logique nihiliste s'exprime par des actes barbares de plus en plus courants : le terrorisme, par exemple, ou la propension à chercher parfois des boucs-émissaires dont l'élimination permettrait soi-disant de résoudre les problèmes engendrés par l'exploitation. Face à l'oppression, le racialisme n'offre qu'une impasse terrifiante, celle de la révolte aveugle, faite d'une volonté de vengeance paranoïaque. Une des caractéristiques majeures de cette mouvance barbare est le repli identitaire, le communautarisme érigé en principe de terreur face aux "Blancs" perçus comme des "ennemis" à abattre. Ces "Blancs", sans distinction de classe, apparaissent comme les seuls "exploiteurs" possibles : "*Au-dessus de moi, il y a les profiteurs blancs. Le peuple blanc, propriétaire de la France : prolétaires, fonctionnaires, classes moyennes. Mes oppresseurs. Ils sont les petits actionnaires de la vaste entreprise de spoliation du monde*". [2] Comment donc les "*prolétaires, fonctionnaires, classes moyennes*", cette classe d'exploités déjà en bas de l'échelle sociale, qui ne fait rien d'autre que vendre sa force de travail et lutter contre l'exploitation, pourrait bien "oppresser" qui que ce soit ? Cette idée nauséabonde faisant du prolétariat occidental le coupable et complice de la bourgeoisie dans l'exploitation des prolétaires du tiers monde (ou des couches non-exploiteuses) est un ignoble mensonge utilisé pendant des décennies par les gauchistes afin de justifier les "luttes de libérations nationales". Nous ne pouvons que dénoncer vigoureusement le caractère crapuleux de cet argument diviseur et longtemps véhiculé par les tiers-mondistes et certains maoïstes pour mobiliser le prolétariat dans des aventures meurtrières (qu'on se souvienne, pour prendre un exemple, des "guérillas" sanglantes des maoïstes du *Sentier Lumineux* au Pérou dans les années 1980). *A contrario*, la classe ouvrière se doit d'être unitaire pour affirmer son projet révolutionnaire et, donc, son combat universel et planétaire. Ce qui est très clair, c'est que l'idéologie "racialiste" ne se présente aucunement comme un instrument de libération des exploités ! On remarque également dans ses propos la marque de la mentalité petite bourgeoise, son refus de toute pensée globalisante et universelle, son hostilité ouverte et traditionnelle contre le prolétariat, contre ce qu'il incarne politiquement.

Cette mentalité s'exprime également dans l'obscurantisme nauséabond du racialisme parfaitement en phase avec "*la profusion des sectes, le regain de l'esprit religieux, y compris dans certains pays avancés, le rejet d'une pensée rationnelle, cohérente, construite*" [3] qui caractérisent la phase actuelle de décomposition. L'apologie de la religion, [4] musulmane en l'occurrence, n'est que l'expression idéologique du soutien de cette mouvance à l'ordre existant, à l'État, à la famille, à la société de classes et à la propriété. Si le combat de classe ne peut être celui d'un combat abstrait polarisé contre la religion, la classe ouvrière ne peut oublier que le clergé s'est toujours rangé du côté de la bourgeoisie face à son ennemi mortel, appuyant la répression, y participant même directement. [5] Il suffit de constater le rôle joué par le clergé musulman pour entretenir les masses dans l'arriération obscurantiste pour mesurer son caractère réactionnaire : le rôle des *Frères musulmans* dans la répression en Égypte ou en Tunisie lors du "printemps arabe" ou l'entretien du poids de l'illusion religieuse parmi les masses paysannes de ces pays suffisent pour comprendre à quel point la religion est une arme de domination bourgeoise. L'allégeance de Bouteldja et du PIR à la religion musulmane n'est donc qu'un clair soutien à la répression des mouvements sociaux dans ces régions, alimentant l'idée réactionnaire et petite bourgeoise du retour aux communautés religieuses du passé.

Le racialisme contre la lutte de classe

Né au début de ce siècle, le racialisme n'est, encore une fois, qu'un avatar décomposé d'idéologies gauchistes directement positionnées contre la classe ouvrière. Ainsi, dans la plus pure tradition des gauchistes, les racialistes rabattent sans vergogne les ouvriers vers les urnes et le terrain pourri des élections. Le programme du PIR le concrétise par l'appel à aller voter pour "*faire entendre la voix des Indigènes*" et entretiennent ainsi l'illusion démocratique que les élections pourraient servir à "*exercer une pression sur les institutions représentatives et exécutives*", ce qui est évidemment un mensonge. [6] Loin de chercher à "défendre" quoi que ce soit outre leurs conceptions xénophobes, le PIR et les racialistes se préoccupent surtout de pousser ceux qui les écoutent à s'enfermer dans une logique réactionnaire en les jetant dans les bras de l'État bourgeois.

Mais l'emprunt le plus déterminant au gauchisme est celui du nationalisme, celui qu'ont pu entretenir pendant des décennies les organisations gauchistes autour du mythe des "luttes de libération nationale". Le racialisme se réclame ainsi des "combats anti-colonialistes", revendiquant le caractère prétendument "révolutionnaire" de la décolonisation, au moins dans sa version algérienne. Le PIR a, par exemple, salué la mémoire du "*camarade*" et "*révolutionnaire*" Henri Alleg, figure stalinienne de l'anti-colonialisme pour qui mourir pour l'indépendance de l'Algérie relevait du "*devoir patriotique algérien et internationaliste*". Le PIR se revendique également clairement de Frantz Fanon, chantre de l'indépendance des colonies et du nationalisme. Le racialisme considère que les luttes d'indépendance nationale affaiblissent "l'impérialisme" et qu'elles permettent l'expression des "racisés" contre l'idéologie dominante des "Blancs". C'est, d'ailleurs, dans ce cadre que le PIR et Bouteldja soutiennent encore bec et ongles la "lutte du peuple palestinien" contre le "sionisme" de l'État d'Israël. Bref, un véritable plaidoyer en faveur du nationalisme poussant automatiquement le prolétariat à faire le choix sanglant d'une nation contre une autre, au lieu du combat unitaire de la classe ouvrière et de l'internationalisme prolétarien.

La nation n'est pas un cadre dans lequel l'émancipation de la classe est possible. Dès 1847, la première organisation communiste, la *Ligue des Communistes*, changea sous l'impulsion de Marx son mot d'ordre "*Tous les hommes sont frères*" par "*Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*" Les prolétaires n'ont pas de patrie ! L'internationalisme est donc l'essence même de son combat et se trouve à la base de sa vision et de son action politique, de son projet révolutionnaire orienté vers le futur. Le prolétariat ne peut pas avoir d'attache nationale

1) Ce véritable appel au pogrom raciste a déjà trouvé une expression matérielle claire dans l'attaque, par un groupe de "racisés", du local marseillais *Mille Babords*, le 28 octobre 2016, lors d'une réunion autour d'un texte sur le racialisme : *Jusqu'ici tout va bien*. Là, il n'est plus question "*d'amour révolutionnaire*", mais bel et bien de répression des efforts militants de discussion sur le "racialisme" et des conceptions politiques qui ne plaisent pas ! Le "racialisme", loin des discours lénifiants et des appels à la défense des "racisés", a clairement montré l'un de ses buts : la répression des organisations qui se réclament de la lutte de classe. En clair, c'est un auxiliaire de police de la bourgeoisie !

2) *Les Blancs, les Juifs et nous* (p. 26).

3) *La décomposition, phase ultime de la décadence capitaliste* (mai 1990).

4) "*Seul le Tout-Puissant est éternel. Personne ne peut lui disputer le pouvoir. Seuls les vaniteux le croient*", *Les Blancs, les Juifs et nous* (p. 132).

5) Pendant la Commune de Paris, par exemple, un prêtre dénonça Eugène Varlin, délégué de l'Internationale, à un officier qui le fit exécuter.

6) Voir les *Thèses sur la démocratie bourgeoise* rédigées par Lénine pour le premier Congrès de la IIIe Internationale, et qui datent de… 1919 !

(suite page 6)

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la Révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de "socialistes" ou "communistes", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'État, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du xxe siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre États, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale", de "droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploiteurs.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La "démocratie", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communistes" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de "front populaire", "front anti-fasciste" ou "front unique", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, "officielles" ou "de base", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les États, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'État capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les États et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni "autogestion", ni "nationalisation" de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni "d'organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir" en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITÉ

– La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

– L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

– Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association internationale des travailleurs, 1864-72, l'Internationale socialiste, 1889-1914, l'Internationale communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la IIIe Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne.